

HT  
395  
.C32A514  
Nouvelle-  
Écosse

## LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

L'un des rapports sur les  
perspectives de développement  
dans les provinces, territoires  
et régions du Canada  
préparés par *Le Canada.*  
le ministère de l'Expansion économique régionale



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

Expansion  
Économique  
Régionale

Regional  
Economic  
Expansion

Décembre 1979

PREFACE

En 1973, le ministère de l'Expansion économique régionale publiait une série de rapports sur le développement économique et les perspectives de développement des provinces. Les rapports de 1973 ont servi de base à des discussions et ont contribué à la mise en œuvre d'activités d'une nouvelle approche fédérale-provinciale, soit l'entente-cadre de développement conclue en tant que mécanisme souple visant à assurer l'essor des diverses régions du Canada. Ce mécanisme nouveau fut conçu en vue d'aider à la formulation de stratégies fédérales-provinciales de développement régional élaborées et basées sur l'identification et la réalisation des possibilités de développement.

Avec le recul, on constate aujourd'hui que le milieu de la décennie a été, à bien des égards, une période décisive au cours de laquelle des ajustements et des réalignements fondamentaux sont intervenus, à l'extérieur comme à l'intérieur du Canada. Ces considérations jointes au débat public qui s'est ouvert récemment à propos des rôles que doivent jouer le milieu des affaires, le monde du travail et l'État dans l'économie, montrent que le présent ne saurait être un choix idéal pour réexaminer à fond les problèmes économiques et les possibilités d'expansion de la province de la Nouvelle-Écosse. Les études précédentes du MEE sur le sujet, ainsi que les données sur les principaux facteurs de croissance de l'économie provinciale. En outre, il se pose des questions sur les instruments politiques qui ont un effet sur la réalisation éventuelle des perspectives de développement économique.

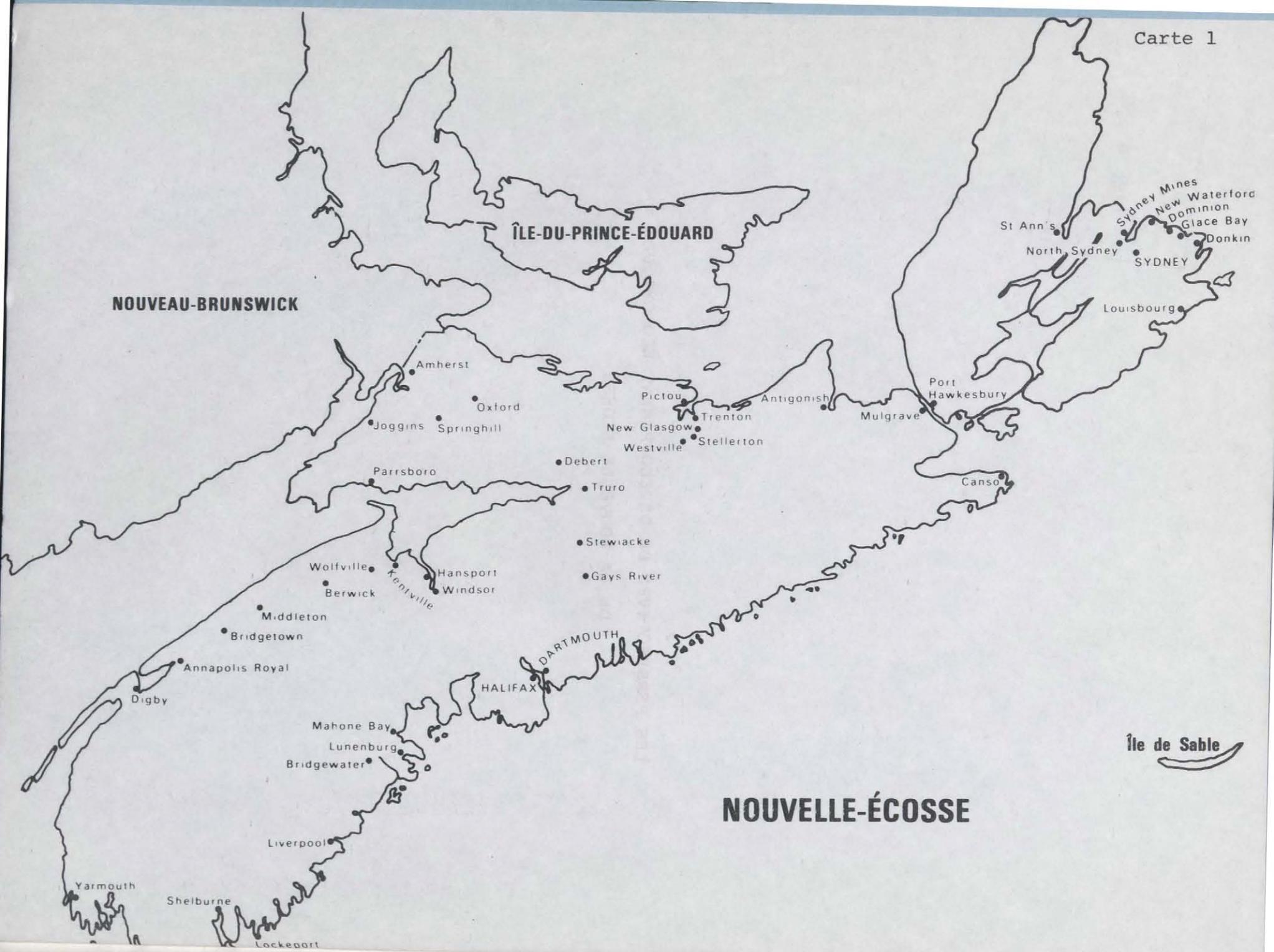
LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA NOUVELLE-ECOSSE

L'analyse commence par une description détaillée des facteurs de progrès économiques et par une évaluation de la performance économique de la province. Ce chapitre établit le contexte de la section suivante qui traite des problèmes précis de développement de la province et des questions liées à son expansion économique. Les approches fédérales et provinciales au développement sont ensuite étudiées. Portant sur les possibilités de croissance, la question qui sera examinée est l'élément central du rapport. Elle expose les avantages coopératifs dont bénéficie la province et les possibilités d'expansion.

Industry, Trade and Commerce / Industrie et Commerce  
MAR 4 1980  
Library / Bibliothèque

NOUVELLE-ECOSSE

NOUVELLE-ECOSSE



Île de Sable

## PREFACE

En 1973, le ministère de l'Expansion économique régionale publiait une série de rapports sur la situation économique et les perspectives de développement des provinces. Les rapports de 1973 ont servi de base à des discussions et contribué à la mise en oeuvre fructueuse d'une nouvelle approche fédérale-provinciale, soit l'entente-cadre de développement conçue en tant que mécanisme souple visant à assurer l'essor des diverses régions du Canada. Ce mécanisme nouveau était conçu en vue d'aider à la formulation de stratégies fédérales-provinciales de développement régional intégrées et basées sur l'identification et la réalisation des possibilités de développement.

Avec le recul, on constate aujourd'hui que le milieu de la décennie a été, à bien des égards, une période décisive au cours de laquelle des rajustements et des réalignements fondamentaux sont intervenus, à l'extérieur comme à l'intérieur du Canada. Ces considérations jointes au débat public qui s'est ouvert récemment à propos des rôles que doivent jouer le milieu des affaires, le monde du travail et l'Etat dans l'économie, montrent que le moment ne saurait être mieux choisi pour réexaminer à fond les problèmes économiques et les possibilités d'expansion. Le présent rapport va plus loin que les études précédentes du MEER sur le sujet, en ce sens qu'il examine les principaux facteurs influençant la performance de l'économie provinciale. En outre, il scrute les questions et les instruments politiques qui ont un effet sur la réalisation éventuelle des perspectives de développement économique.

L'analyse commence par une description détaillée des facteurs de progrès économique et par une évaluation de la performance économique de la province. Ce début analytique forme le contexte de la section suivante qui traite des problèmes précis de développement de la province et des questions liées à son évolution économique. Les approches fédérales et provinciales au développement sont ensuite étudiées. Portant sur les possibilités de croissance, la section qui suit constitue l'élément central du rapport. Elle expose les avantages comparatifs dont bénéficie la province et met en évidence ses possibilités d'expansion.

Il est bien évident qu'avec le temps la conjoncture économique régionale et les possibilités de développement vont continuer d'évoluer. De même, il est clair que l'expansion économique continuera de nécessiter la coordination des politiques régionales, provinciales et intergouvernementales. Dans cette optique, nous espérons que le présent rapport servira d'arrière-plan à de nouvelles discussions fédérales-provinciales sur l'économie, ainsi qu'à l'élaboration et à l'application de stratégies fédérales tendant au développement de la province et que, dans une perspective plus large, il ajoutera à moyen terme une dimension spatiale aux décisions économiques nationales.



## 1. APERCU GENERAL

Le présent rapport passe en revue les changements économiques qui sont survenus en Nouvelle-Ecosse au cours des années 70 et tente d'examiner la direction du développement économique jusqu'en 1985.

L'économie de la Nouvelle-Ecosse est fortement axée sur l'exportation. La performance économique, au début et au milieu des années 70, peut être directement reliée à la faible valeur ajoutée de nombreux secteurs tels que l'industrie forestière et l'industrie minière, à une forte baisse de la demande mondiale, aux contraintes de l'approvisionnement comme c'est le cas pour la pêche, et à la faiblesse structurelle des industries telles que la construction navale et la sidérurgie. Ces facteurs, alliés à l'accroissement du nombre de jeunes travailleurs venant grossir les rangs de la population active ont contribué à créer un problème majeur de chômage.

L'industrie de la pêche et l'industrie houillère ne sont que deux des industries qui ont tiré profit d'un meilleur aménagement des ressources; la première en a profité en raison du prolongement de la zone de pêche à 200 milles et la seconde, parce qu'on ne peut plus compter autant sur les réserves de pétrole off-shore. Ces deux industries ont également bénéficié de nouvelles recherches et de nouvelles techniques et ont pu offrir leurs produits à des prix attrayants en raison de la dévaluation du dollar canadien depuis le milieu des années 70.

Les six ou sept prochaines années présentent un défi réel tant pour le gouvernement que pour le secteur privé. On trouvera au chapitre 4 une vue d'ensemble des 53 programmes de développement industriel mis en oeuvre en Nouvelle-Ecosse par les organismes des gouvernements fédéral et provincial.

Etant donné que les avantages comparatifs traditionnels de la province n'ont pas suffi à lui permettre de maintenir un taux de croissance comparable aux moyennes nationales, celle-ci doit tenter de mettre sur pied des projets destinés à stabiliser l'économie et d'autres qui auront une incidence sur le développement.

Les projets de stabilisation pourraient être réalisés dans les secteurs de l'acier, des chantiers navals et du radoub. Les projets axés sur le développement et conçus en vue de tirer partie des ressources actuelles et de la situation géographique de la province, en bordure de l'Atlantique Nord, comprennent les projets d'exploitation de la houille, de l'expansion du secteur des industries maritimes, de l'exploitation de la pêche de l'Atlantique, de l'exploration et de la technologie énergétiques et, enfin, des projets d'aménagement des ports de la province prévoyant la création de centres d'entreposage du pétrole, de centres de transit et de bassins de radoub.

TABLEAU 1

REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE DE 15 ANS ET PLUS,  
SELON L'OCCUPATION (%)

## Canada

Année	Toutes les professions	Direction	Professionnel & technique	Travail de bureau	Ventes	Services & loisirs	Transports et communications
1931	100%	5,66	6,21	6,96	5,33	9,21	5,19
1941	100%	5,66	6,89	7,51	4,94	10,40	5,12
1951	100%	7,96	7,29	11,13	5,44	9,75	6,27
1961	100%	8,33	9,72	12,90	6,35	12,30	6,06
1971	100%	7,90	12,52	14,76	6,13	11,62	5,01
	Agriculteurs et travailleurs agricoles	Bûcherons et travailleurs assimilés	Pêcheurs, trappeurs et chasseurs	Mineurs	Artisans et travailleurs de la production	Manoeuvres	Non précisé
1931	28,61	1,07	1,20	1,37	17,78	11,38	,04
1951	25,69	1,88	1,23	1,66	22,38	6,36	,27
1951	15,66	1,91	,97	1,23	24,70	6,66	1,21
1961	10,05	1,22	,53	,99	23,65	5,33	2,56
1971	5,81	,61	,31	,72	20,82	4,73	9,04

## Nouvelle-Ecosse

Année	Toutes les professions	Direction	Professionnel & technique	Travail de bureau	Ventes	Services & loisirs	Transports et communications
1931	100%	5,16	5,38	4,36	4,05	9,29	5,88
1941	100%	5,10	5,82	5,46	4,62	11,49	6,24
1951	100%	7,08	6,48	8,11	5,14	13,71	7,43
1961	100%	7,64	9,01	10,12	6,17	18,56	6,78
1971	100%	7,49	12,72	13,38	6,27	14,95	6,42
	Agriculteurs et travailleurs agricoles	Bûcherons et travailleurs assimilés	Pêcheurs, trappeurs et chasseurs	Mineurs	Artisans et travailleurs de la production	Manoeuvres	Non précisé
1931	24,33	1,17	6,33	8,01	13,96	12,14	,03
1941	19,64	2,81	5,61	7,38	18,35	7,29	,20
1951	10,62	2,27	4,55	5,42	20,02	7,72	1,47
1961	5,25	1,52	3,21	3,03	20,43	6,30	1,98
1971	1,76	,50	2,47	1,25	18,28	5,39	8,43

## 2. LES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

### 2.1 Historique

Etant donné que le problème régional persiste, il n'est pas surprenant que les ressources naturelles de la province et la situation du marché dans une économie ouverte influent, dans une large mesure, sur la capacité de l'économie à atteindre un taux de croissance soutenu. La première section du présent rapport examine certains des facteurs globaux de l'offre et de la demande de l'économie de la Nouvelle-Ecosse. La deuxième section étudie la performance récente de l'économie, depuis environ 1971 jusqu'à aujourd'hui. La dernière section présente les perspectives à moyen terme de l'économie de la Nouvelle-Ecosse.

### 2.2 Les facteurs

#### 2.2.1 Les facteurs relatifs à l'offre

Les ressources naturelles d'une région et la qualité de la main-d'oeuvre dont elle dispose sont des éléments qui permettent de déterminer son niveau de prospérité. Depuis fort longtemps, la Nouvelle-Ecosse est défavorisée à cet égard par rapport à l'ensemble du pays.

La région possède peu de ressources naturelles. Elle n'a pas beaucoup de terres agricoles fertiles. Selon l'Inventaire des terres du Canada, la province n'a aucune terre agricole de la catégorie 1. Le secteur traditionnel de ressources de la province, la pêche, est faible depuis bon nombre d'années par suite de la surexploitation des stocks. Toutefois, depuis qu'on a décidé d'étendre la limite de la zone de pêche à 200 milles, les perspectives d'avenir s'améliorent. L'autre ressource primaire principale de la province, la houille, commence à être exploitée davantage, après avoir connu une période de régression. La crise de l'énergie, en raison de laquelle la province a le deuxième tarif d'électricité le plus élevé au pays, permet d'envisager également de revitaliser l'industrie houillère, la houille pouvant servir de source d'énergie primaire.

Au cours des années, la Nouvelle-Ecosse a compté une proportion plus faible de travailleurs hautement qualifiés que le reste du Canada. Le tableau 1 fournit les statistiques pertinentes. De 1931 à 1971, la proportion de travailleurs dans la catégorie de direction était constamment inférieure à celle qui avait été notée pour l'ensemble du pays. Dans la catégorie professionnelle et technique, le chiffre de la Nouvelle-Ecosse a dépassé celui du Canada seulement en 1971. En revanche, le pourcentage de manoeuvres en Nouvelle-Ecosse était supérieur à la moyenne nationale au cours de cette période.

Une analyse semblable s'applique au niveau d'instruction atteint en Nouvelle-Ecosse et au Canada. En 1961, 7,4 % de la main-d'oeuvre de la Nouvelle-Ecosse déclarait avoir fréquenté une université ou obtenu un diplôme universitaire, tandis que pour tout le Canada, la proportion était de 10,3 %. En 1976, la proportion était de 14,2 % pour la Nouvelle-Ecosse et de 14,7 % pour le Canada.

### 2.2.2 Les facteurs relatifs à la demande

La demande d'exportation de ses biens et services représente l'élément déterminant principal de la croissance économique de la Nouvelle-Ecosse. La santé économique de ses clients constitue le facteur le plus important du marché d'exportation de la province. Voici la distribution des exportations de la Nouvelle-Ecosse<sup>1</sup> par ordre d'importance : le Canada, à l'exclusion de la région de l'Atlantique, 48,4 %, les marchés étrangers, principalement les Etats-Unis, 35,1 % et le reste de la région de l'Atlantique, 16,5 %. La Nouvelle-Ecosse a donc de bons associés commerciaux qui ont un potentiel important de croissance, mais la demande canadienne deviendra probablement de moins en moins accessible, à mesure que le centre de gravité économique se déplacera vers l'ouest. C'est le genre de biens fourni par la province qui l'empêche de croître au même rythme que le reste du Canada, c'est-à-dire les biens produits par les secteurs à faible valeur ajoutée, tels que celui de la pêche et de l'exploitation houillère et les industries structurellement faibles telles que la construction navale et la sidérurgie.

La province doit non seulement affronter une faible demande, mais elle doit aussi faire face à une forte concurrence. Les rapports de dépendance calculés pour les provinces indiquent constamment que le fardeau de l'économie provinciale est plus lourd que celui de l'économie nationale. D'après le tableau 2, le rapport de dépendance de la Nouvelle-Ecosse est toujours supérieur à celui du Canada. En 1976, le rapport de dépendance de la Nouvelle-Ecosse était de 58,1 et celui du Canada, de 52,3.

---

1. Voir Kari Levitt, Etude des entrées-sorties des provinces de l'Atlantique, 1965, vol. II, Statistique Canada.

TABLEAU 2  
RAPPORTS DE DEPENDANCE\*

Année	Nouvelle-Ecosse	Canada
1921	111,2	104,8
1931	68,0	59,1
1941	59,6	52,6
1951	69,6	61,5
1961	76,3	71,2
1971	65,9	60,4
1976	58,1	52,3

Source : Recensement et Statistique Canada,  
n° de cat. 91-202.

### 2.3 Aperçu de la performance économique

La présente section passera en revue les événements et les changements économiques qui ont marqué les années 70.

Depuis 1971, la Nouvelle-Ecosse a subi le contrecoup des ralentissements internationaux dans la croissance économique, de l'intensification de la concurrence pour bon nombre de ses exportations et de l'augmentation des coûts de l'énergie. De plus, la population active de la Nouvelle-Ecosse a connu une croissance sans précédent attribuable à deux facteurs principaux : une hausse rapide du nombre des nouveaux arrivants sur le marché du travail et une montée en flèche de la main-d'oeuvre féminine. Enfin, l'inflation, l'effritement du dollar canadien et une modification importante des habitudes de consommation ont soulevé des problèmes dans certains secteurs, tandis qu'ils ont présenté des perspectives intéressantes dans d'autres.

#### 2.3.1 Les indicateurs généraux

En 1977, le taux de croissance du produit intérieur réel s'établissait à 2 % en Nouvelle-Ecosse, comparativement à une moyenne nationale de 3,1 %. Le taux de croissance du PIR de la Nouvelle-Ecosse, qui était évalué à 3,4 % en 1978, n'était dépassé que par ceux de l'Alberta et de l'Ile-du-Prince-Edouard, et se comparait avantageusement au taux national moyen prévu pour 1978, qui s'établissait à 2,9 % (Conference Board in Canada).

---

\* Le rapport de dépendance est égal à la population âgée de 0-14 ans et de 65 ans et plus, divisée par la population âgée de 15-64 ans, multipliée par 100.

Des augmentations sensibles de production, en termes de volume et de prix, dans l'industrie minière, manufacturière et de la pêche, expliquent cette reprise impressionnante par rapport à 1977. En 1978, cependant, l'augmentation du PIR du Canada a été ralentie dans une grande mesure par des arrêts de travail prolongés (Inco et Iron Ore Company of Canada) et par la faiblesse des marchés internationaux de bon nombre de nos principaux métaux, de même que par le maintien de la tendance à réduire les exportations de produits pétroliers.

Les prévisions provinciales en ce qui concerne le PIR indiquent que depuis 1971, les principaux facteurs de croissance du PIR de la Nouvelle-Ecosse ont été l'industrie manufacturière et le bâtiment, dans les secteurs producteurs de biens, et le commerce et les services communautaires et commerciaux, dans les secteurs des services. Cependant, de 1971 à 1976, le PIR, au coût des facteurs de production pour l'agriculture, n'a augmenté que de 6,1 %. La production agricole a subi une baisse de 1971 à 1973 et en 1976-1977, et a augmenté lentement au cours des autres années. La production dans le secteur de la pêche a aussi baissé de 1971 à 1973 avant de connaître une remontée graduelle jusqu'en 1976, mais elle ne représentait là que 94 % de la production de 1971 (en termes réels). Cependant, des augmentations sensibles ont été réalisées en 1977 et encore en 1978, ce qui a contribué à produire une augmentation nette du PIR global pour cette période.

La croissance démographique de la Nouvelle-Ecosse a été de l'ordre de 0,9 % par année de 1971 à 1978, comparativement à 1 % pour la région de l'Atlantique et à 1,2 % pour le pays.

Au cours de la décennie précédente, le taux de croissance démographique dans la province avait également été plus faible que celui de la région et de l'ensemble du pays. Entre 1961 et 1971, le taux de croissance démographique annuel moyen avait été de 0,7 % à l'échelle provinciale, de 0,8 % à l'échelle régionale, et de 1,7 % à l'échelle nationale.

Le principal facteur influant sur cette augmentation relative a été l'immigration nette (presque) stable au cours des huit dernières années qui a fait suite à une longue période d'émigration nette pour la province et la région.

L'âge médian des habitants de la Nouvelle-Ecosse est passée de 25,5 ans en 1971 à 27,1 ans en 1976, alors que pour le Canada ces chiffres étaient de 26,2 ans en 1971 et de 27,8 ans en 1976. La proportion des personnes appartenant aux groupes d'âge de 15 à 24 ans et de 25 à 34 ans a fait un bond spectaculaire au cours des années 70; cette augmentation est due à la surnatalité

TABLEAU 3

PRODUIT INTERIEUR REEL AU COUT DES FACTEURS DE PRODUCTION PAR SECTEUR  
 EN DOLLARS CONSTANTS (1971), NOUVELLE-ECOSSE, 1971-1976 ACTUEL,  
 1977-1985 PROJETE  
 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

Secteur	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Agriculture	30,9	30,4	29,6	31,2	33,6	33,5	30,8	32,8	32,9	33,1	33,0	33,2	33,4	33,7	33,9
2. Pêche et piégeage	37,2	34,7	29,6	30,7	33,9	34,8	39,1	36,0	36,9	37,8	38,7	39,7	40,6	41,6	42,6
3. Forêts	10,3	9,2	10,1	12,0	10,7	8,6	10,0	9,6	9,2	8,9	8,7	8,7	8,6	8,6	8,7
4. Mines	47,1	43,7	37,0	32,7	24,7	26,0	27,8	30,9	34,4	38,1	42,3	47,0	52,2	57,9	60,1
5. Industrie manufacturière	259,7	310,2	345,2	362,2	363,9	353,7	382,8	397,2	412,0	427,2	447,1	467,8	489,2	511,4	534,5
6. Construction	162,5	164,2	177,8	180,7	187,2	180,8	181,5	182,0	182,3	182,6	182,8	183,0	183,1	183,2	183,3
<b>Total, industries productrices de biens</b>	<b>547,7</b>	<b>592,4</b>	<b>629,3</b>	<b>649,5</b>	<b>654,0</b>	<b>637,4</b>	<b>668,0</b>	<b>688,5</b>	<b>707,7</b>	<b>727,7</b>	<b>752,6</b>	<b>779,4</b>	<b>807,1</b>	<b>836,4</b>	<b>863,1</b>
7. Transports, communications et autres services publics	259,3	284,7	301,7	301,4	307,6	333,3	340,7	353,4	366,3	379,7	379,2	415,3	434,1	456,3	473,9
8. Commerce	280,7	308,4	335,9	353,0	363,7	382,6	402,4	423,0	441,5	466,9	490,3	514,7	540,1	566,6	594,3
9. Finances, assurances et immobilier	196,0	206,9	224,6	231,5	246,4	268,2	265,6	273,6	283,3	293,7	304,6	317,0	330,3	344,4	359,1
10. Services communautaires, commerciaux et personnels	445,6	477,7	492,0	487,2	525,4	559,2	574,0	592,0	612,8	635,2	658,8	685,3	714,0	744,3	776,1
11. Administration publique et défense	365,6	379,4	382,8	390,0	389,8	400,9	396,9	399,2	402,0	405,0	408,1	411,6	415,5	419,5	423,8
<b>Total, secteurs des services</b>	<b>1547,2</b>	<b>1657,1</b>	<b>1737,0</b>	<b>1763,1</b>	<b>1832,9</b>	<b>1944,2</b>	<b>1980,4</b>	<b>2041,2</b>	<b>2108,9</b>	<b>2180,5</b>	<b>2259,0</b>	<b>2343,9</b>	<b>2434,0</b>	<b>2538,4</b>	<b>2627,2</b>
<b>TOTAL, TOUS LES SECTEURS</b>	<b>2094,9</b>	<b>2249,5</b>	<b>2366,3</b>	<b>2412,6</b>	<b>2486,9</b>	<b>2581,6</b>	<b>2698,4</b>	<b>2729,7</b>	<b>2816,6</b>	<b>2907,7</b>	<b>3011,6</b>	<b>3123,3</b>	<b>3241,1</b>	<b>3374,8</b>	<b>3490,3</b>

Source : Ministère du Développement, Nouvelle-Ecosse (actuel, mise à jour jusqu'en septembre 1978).

qui a marqué les années d'après-guerre, soit la fin des années 40 et le début des années 50.

Cet afflux de nouveaux arrivants sur le marché du travail a contribué à faire monter le taux de chômage. En 1971, 60,3 % de la population civile était âgée de 15 à 64 ans et, en 1976, cette proportion était passée à 63,3 %. De plus, les taux d'activité se sont accrus, et ce, surtout chez les femmes, et se sont rapprochés des taux d'activité pour l'ensemble du pays.

La croissance démographique qui s'est produite en Nouvelle-Ecosse depuis 1971 a eu lieu en grande partie en dehors des principales régions métropolitaines, à l'exception de Halifax où la population s'est accrue à un rythme plus rapide que dans la province. Ainsi, la population rurale est passée de 42 % de l'ensemble de la population en 1971 à 44,2 %, en 1976.

Parmi les facteurs qui ont contribué à un tel changement, mentionnons entre autres, le passage depuis 1971 d'une forte émigration de la province à une immigration nette que Statistique Canada établit en moyenne à 1 400 personnes par année. Les impôts fonciers moins élevés et l'amélioration du réseau routier reliant les zones résidentielles rurales et les centres urbains, ainsi que l'expansion et la diversification de l'activité économique dans les petites localités ont accéléré l'expansion du centre d'activité regroupant en gros Bridgewater, Halifax-Dartmouth, Truro, Amherst, jusqu'à Fredericton au Nouveau-Brunswick. Dans cette zone, le taux de chômage, les revenus par personne et les autres mesures économiques se rapprochent des moyennes nationales. Par exemple, à l'échelon régional, le taux de chômage, en décembre 1978, s'échelonnait entre 7,8 % dans le sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse et 14,3 % dans la région du Cap-Breton.

En 1958, la Nouvelle-Ecosse était relativement prospère par rapport aux trois autres provinces de l'Atlantique, mais depuis lors, ces dernières se sont rattrapées de façon spectaculaire. Les différences dans les revenus gagnés indiquent une tendance semblable à la réduction de l'écart, la Nouvelle-Ecosse étant la moins touchée à long terme, surtout par rapport à la région de l'Atlantique. En Nouvelle-Ecosse, les paiements de transfert exprimés en termes de pourcentages ajoutés au revenu provincial net, sont passés d'un maximum de 43,1 % en 1971 à 35,1 % en 1976 (voir tableau 4).

D'autres facteurs influant sur le revenu personnel sont liés à des facteurs démographiques. La Nouvelle-Ecosse et la région de l'Atlantique ont, en général, des taux d'activité moins élevés et des rapports de dépendance plus élevés, et ceux-ci influent tous deux sur les mesures par habitant.

TABLEAU 4  
REVENU PERSONNEL EN NOUVELLE-ECOSSE, INDICATEURS CHOISIS, 1971-1977  
(en dollars courants)

Année	Revenu personnel (en million de \$)	Revenu de la ferme en tant que % du <u>revenu personnel</u>		Revenu personnel <u>par habitant</u> (en \$)	en tant que % de l'ensemble du Canada	Revenu gagné <u>par habitant</u> N.-E., en tant que % de l'en- semble du Canada	Paiements de trans- fert du gouvernement <u>par habitant</u> N.-E., en tant que % de l'ensemble du Canada
		N.-E.	Canada				
1971	2 100	0,67	2,04	2 662	77,50	74,25	102,87
1972	2 436	0,82	2,04	3 064	79,75	75,94	108,13
1973	2 850	0,98	3,06	3 545	79,88	75,73	111,81
1974	3 375	0,62	2,87	4 156	79,53	75,31	110,79
1975	3 895	0,62	3,01	4 750	79,09	74,86	108,64
1976	4 417	0,61	2,27	5 328	78,40	74,44	106,12
1977	4 916	0,65	1,76	5 887	79,44	74,88	109,83

Source : Statistique Canada, n° de cat. 13-201.

qui a marqué les années d'après-guerre, soit la fin des années 40 et le début des années 50.

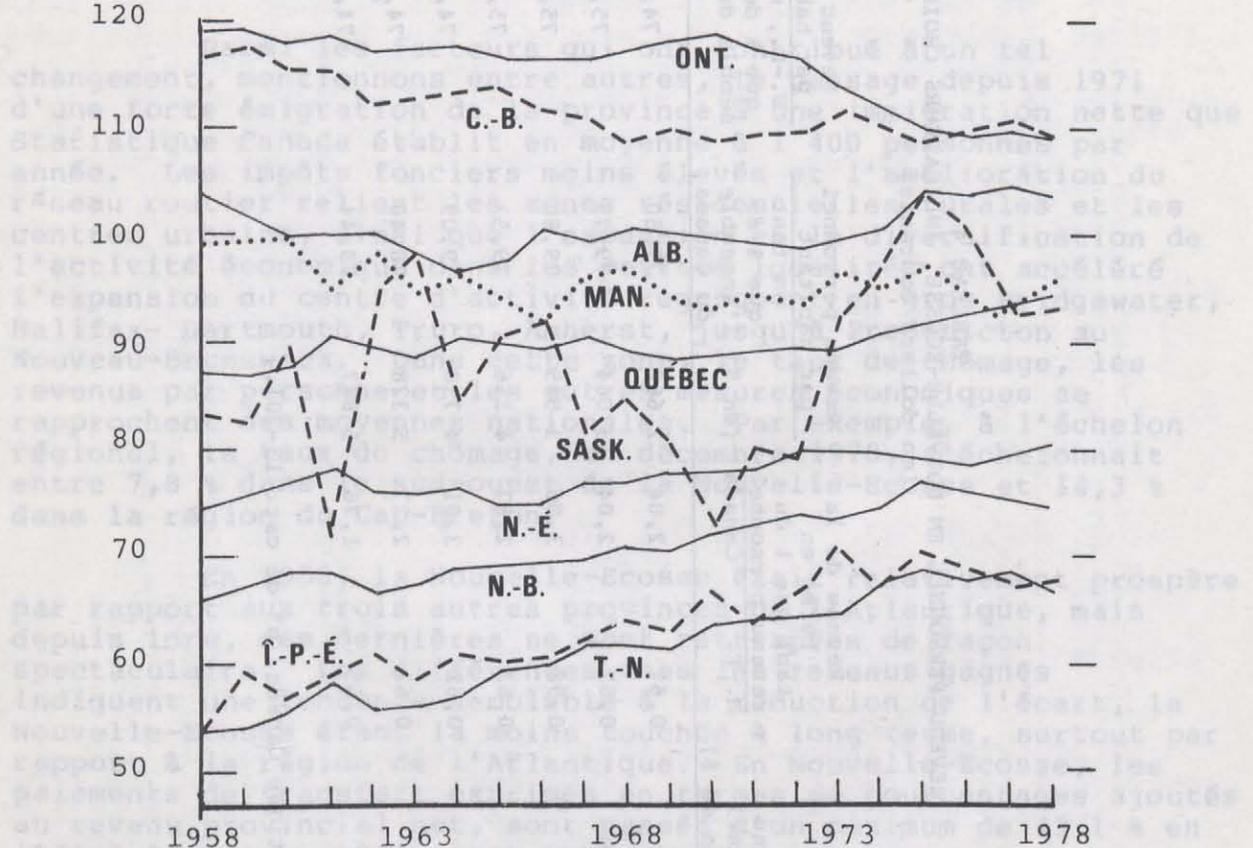
Cet afflux de nouveaux arrivés sur le marché du travail a contribué à faire monter le taux de chômage. En 1971, 60,3 % de la population civile était âgée de 15 à 64 ans et, en 1976, cette proportion avait augmenté à 64,4 %. De plus, les taux d'activité se sont accrus, surtout chez les femmes, et se sont

FIGURE 1

# Revenu personnel par habitant

(en % de la moyenne du Canada)

La croissance démographique est produite en Nouvelle-Écosse des provinces de l'Atlantique, en partie en dehors des principales régions de croissance de la population de Halifax où la population s'est accrue à un rythme plus rapide que dans la province. Ainsi, la population rurale a augmenté de 42 % de l'ensemble de la population, en 1976.



SOURCE : The Financial Post, 10 février 1978

liés à des facteurs démographiques. Nouvelle-Écosse et la région de l'Atlantique ont, en effet, des taux d'activité moins élevés et des rapports de dépendance plus élevés, et ceux-ci influent tous deux sur le revenu par habitant.

### 2.3.2 La population active

Depuis 1971, la Nouvelle-Ecosse a, comme la plupart des autres parties du Canada, connu de fortes augmentations de sa population active, et cela à cause de l'accroissement de la population en âge de travailler, de l'immigration depuis 1972, et à cause de l'augmentation du taux d'activité chez les femmes et chez d'autres groupes qui ne faisaient pas auparavant partie de la population active (voir tableau 5). En 1978, le nombre de chômeurs s'élevait à 36 000, soit 17 000 de plus qu'en 1971. Cependant, la population active totale avait augmenté de 66 000 personnes et l'économie de la province avait créé 50 000 nouveaux emplois au cours de cette période de sept années.

Depuis 1974, la récession économique avait entraîné une relâche dans la création d'emplois, de sorte qu'en 1975 et en 1976, il n'y a pas eu d'augmentation nette de l'emploi, et en 1977, il n'y a eu qu'une modeste augmentation nette de l'ordre de 2 000 emplois qui était principalement due à un programme de création d'emplois à court terme mis en oeuvre par le gouvernement. Pendant cette période, la population active continuait d'augmenter à raison de plus de 1,8 % par année. Par conséquent, le taux de chômage est passé de 9,6 % en 1976 à 10,8 % en 1977. En 1978, environ 11 000 nouveaux emplois ont été créés, tandis que 12 000 nouveaux arrivants sur le marché du travail se joignaient à la population active.

Donc, en 1978, le nombre d'emplois s'est accru de 4,1 %, soit le même taux que celui de la région; cependant, comme le taux de croissance de la population active a été légèrement inférieur à celui de l'emploi, le taux de chômage est demeuré à 10,6 % en 1978, ce qui est inférieur de deux points à celui de la région, tandis que le taux national était de 8,4 % (voir tableau 6).

En 1979, on prévoit une augmentation de 2,1 % dans le nombre d'emplois créés et dans la population active. On ne s'attend donc pas à ce que le taux de chômage pour la province soit différent de celui de 1978.

Une baisse du nombre de jeunes arrivants sur le marché du travail devrait, au cours des cinq prochaines années, faire fléchir sensiblement les taux de chômage, de même que les efforts actuels et envisagés pour venir en aide et assurer la formation des personnes en chômage structurel. Cependant, l'augmentation rapide du taux d'activité féminin, surtout pour ce qui est du groupe d'âge des 25 ans et plus, ne devrait pas ralentir sensiblement. Du fait des pressions économiques et sociales, davantage de femmes répondent aux possibilités croissantes qui se présentent dans une grande variété de domaines.

TABLEAU 5

POPULATION ACTIVE EN NOUVELLE-ECOSSE, INDICATEURS ECONOMIQUES, 1971-1978

ANNEE	EFFECTIF*	EMPLOYES*	CHOMEURS*	TAUX DE CHOMAGE %		TAUX D'ACTIVITE DE L'EFFECTIF					
				N.-E. CANADA	N.-E. CANADA	MASCULIN (%)	FEMININ (%)	TOTAL (%)	N.-E. CANADA	N.-E. CANADA	N.-E. CANADA
1971	276	256	19	7,0	6,2	69,0	77,3	30,7	39,4	52,2	58,1
1972	280	261	20	7,0	6,2	68,4	77,5	30,6	40,2	52,1	58,6
1973	295	275	19	6,6	5,5	69,5	78,2	32,4	41,0	53,7	59,7
1974	313	292	21	6,8	5,3	-	78,7	-	43,0	55,8	60,5
1975	317	292	24	7,7	6,9	72,5	78,4	39,1	44,4	55,3	61,1
1976	323	292	31	9,5	7,1	71,9	77,6	39,4	45,2	55,2	61,1
1977	329	294	35	10,6	8,1	71,2	77,6	40,1	46,0	55,2	61,5
1978	342	306	36	10,6	8,4	71,6	77,9	42,0	47,8	56,4	62,6

Source : Statistique Canada, n<sup>OS</sup> de cat. 71-001, 71-201 et 71-529.

\* En milliers de personnes.

TABLEAU 6

INDICATEURS ECONOMIQUES : TAUX DE VARIATION  
 CANADA, REGION DE L'ATLANTIQUE, NOUVELLE-ECOSSE  
 1971-1978

	POP.	POPULATION ACTIVE	EMPLOI	VALEUR AJOUTEE DANS LE SECTEUR PRODUCTEUR DE BIENS, D'APRES LE RECENSEMENT	1	VALEUR DES EXPEDITIONS DE L'INDUS- TRIE MANUFAC- TURIERE	REVENU PERSONNEL PAR HABITANT	INVESTIS- SEMENT PAR HABITANT <sup>3</sup>	PNB PPB <sup>4</sup>
CANADA	8,87	26,0	23,1	105,5		159,3	115,7	127,32	126,0
ATLANTIQUE	8,25	28,2	20,8	103,6		229,9 <sup>2</sup>	124,1	69,55	120,2
N.-E.	6,62	23,9	19,5	108,3		244,6	121,1	82,23	117,5

1. 1976/71.

2. L'Ile-du-Prince-Edouard est exclue du total pour la région de l'Atlantique, mais incluse dans le total du Canada.

3. Chiffres de 1978 tirés des objectifs révisés.

4. 1977/71.

Sources : Population, Statistique Canada n° de cat. 91-201; Main-d'oeuvre et emploi, Statistique Canada, n° de cat. 71-201; Valeur ajoutée dans le secteur producteur de biens, d'après recensement, Statistique Canada, n° de cat. 61-202; Valeur des expéditions des industries manufacturières, Statistique Canada, n° de cat. 31-001; Revenu personnel par habitant, Statistique Canada, n° de cat. 13-201; Investissements par habitant, Statistique Canada, n°s de catalogue 91-201 et 61-206; PNB et PPB, Statistique Canada, n° de cat. 13-213.

La principale augmentation du nombre de nouveaux emplois résultait d'une expansion du secteur des finances et des services dans lequel 14 000 emplois ont été créés de 1971 à 1978.

Le nombre d'emplois dans le secteur public n'a toutefois pas augmenté de façon sensible au cours des trois dernières années. En 1975, la Nouvelle-Ecosse comptait 9 586 fonctionnaires en règle ou postes autorisés. A la fin de 1978, l'augmentation n'était que de 1,3 %, ce qui portait le nombre total de fonctionnaires à 9 714.

Le nombre des emplois devrait augmenter en moyenne de 1,4 % par an, comparativement à la moyenne annuelle de 2,4 % de 1964 à 1974 (voir tableau 7). On s'attend que le secteur des services continue de progresser à un rythme plus accéléré que le secteur producteur de biens. En effet, le premier secteur devrait regrouper 74,4 % de l'emploi total en 1984, comparativement à 68 % en 1964.

### 2.3.3. Le climat des investissements

Les institutions et les gouvernements sont toujours intervenus pour une part disproportionnée dans les dépenses d'investissement en Nouvelle-Ecosse. Sauf en 1973, leur part n'a jamais été inférieure à 20 % depuis 1961. Cependant, au début des années 70, il y a eu des indications encourageantes d'une diminution de la dépendance vis-à-vis de ces secteurs. Leur part est tombée de 31,5 % des investissements totaux (moyenne pour la période de 1965 à 1969) à 20,4 % de 1970 à 1974. Pendant la même période, la part des dépenses d'investissement de l'industrie manufacturière est passée de 22,5 % à 24,1 % et a gagné un point à l'échelle nationale pour s'établir à une moyenne de 4,9 % des investissements de l'industrie manufacturière pour l'ensemble du Canada de 1970 à 1974.

Après 1974, le climat économique s'est assombri considérablement, en ce qui concerne l'investissement du secteur privé. L'investissement de l'industrie manufacturière a faibli en 1975 et en 1976 et n'a recommencé à s'améliorer qu'en 1977 en atteignant \$110,5 millions ou 11 % de l'ensemble des investissements de la Nouvelle-Ecosse (voir tableau 8). Les secteurs commerciaux ont compensé dans une certaine mesure cet affaiblissement au moyen d'importants investissements, soit l'addition de 202 000 mètres carrés de surface à bureaux et de 41 000 mètres carrés de surface pour des commerces de détail dans la seule région métropolitaine de Halifax; c'est cependant l'augmentation des investissements du secteur public et des services publics qui a principalement permis à la Nouvelle-Ecosse d'atteindre un niveau de dépenses en immobilisations comparable à celui de l'ensemble du pays (sauf en 1975, année où la croissance n'a été que de 1,2 % contre 15,6 % pour le Canada). Les perspectives à

TABLEAU 7  
PROJECTIONS D'EMPLOI PAR SECTEUR

SECTEUR	EMPLOI					
	1964	%	1974	%	1984	%
1. Agriculture	10 600	4,6	5 200	1,8	5 000	1,5
2. Forêts	2 300	1,0	2 600	0,9	2 300	0,7
3. Pêche et piégeage	8 400	3,6	6 800	2,3	5 200	1,5
4. Mines	7 500	3,2	4 400	1,5	5 000	1,5
5. Industries manufacturières	31 000	13,3	40 400	13,7	45 800	13,4
6. Construction	<u>14 700</u>	<u>6,3</u>	<u>22 300</u>	<u>7,5</u>	<u>23 800</u>	<u>7,0</u>
TOTAL, Secteur producteur de biens	74 500	32,0	81 700	27,7	87 100	25,6
7. Transports communications et autres services publics	25 600	11,0	29 900	10,1	33 300	9,8
8. Commerce	40 200	17,2	55 000	18,6	69 400	20,4
9. Finances, assurances et immobilier	7 400	3,2	12 300	4,2	16 700	4,9
10. Services communautaires, commerciaux et personnels	51 000	21,9	81 000	27,4	94 300	27,7
11. Administration publique et défense	<u>34 400</u>	<u>14,8</u>	<u>35 300</u>	<u>12,0</u>	<u>39 600</u>	<u>11,6</u>
TOTAL, Secteur des services	158 600	68,0	213 500	72,3	253 300	74,4
TOTAL, TOUS LES SECTEURS	233 100	100,0	295 200	100,0	340 400	100,0

\* Les valeurs pour 1984 ont été estimées par le ministère du Développement de la Nouvelle-Ecosse. Toutes les données proviennent de Statistique Canada.

TABLEAU 8

INVESTISSEMENTS EN NOUVELLE-ECOSSE, INDICATEURS CHOISIS,  
1971-1978

Année	Total (en millions de \$)	Investissements en tant que % de l'ensemble du Canada	Investissement total par habitant en tant que % de l'ensemble du Canada	Total (en %)	Industries primaires et construction		Habitation, services institutionnels et ministères gouvernementaux		Services publics		Commerce, finance et services commerciaux		Secteur de la fabrication	
					N.-E. (en %)	Canada (en %)	N.-E. (en %)	Canada (en %)	N.-E. (en %)	Canada (en %)	N.-E. (en %)	Canada (en %)	N.-E. (en %)	Canada (en %)
1971	627,7	3,11	85,01	100	10,10	15,42	40,54	40,50	11,98	19,76	7,15	9,45	30,22	14,83
1972	612,6	2,76	76,65	100	13,97	14,91	38,67	40,89	15,85	19,03	10,95	11,89	20,55	13,27
1973	825,1	3,10	84,95	100	16,07	14,50	36,14	39,41	12,85	19,37	12,45	12,94	22,49	13,78
1974	892,9	2,72	74,83	100	10,58	14,33	41,10	38,47	15,21	18,98	12,00	13,17	20,30	15,05
1975	921,6	2,41	66,79	100	10,59	15,24	44,87	35,65	19,95	21,02	10,79	13,65	13,80	14,45
1976	1 041,3	2,39	66,22	100	13,88	16,64	47,18	39,84	18,90	18,92	12,07	12,08	7,97	12,52
1977	1 023,3	2,20	61,30	100	11,88	17,18	45,18	39,01	20,92	20,14	11,65	10,75	10,37	12,92
1978	1 219,5	2,44	68,15	100	13,47	16,34	44,74	37,41	19,21	22,00	11,04	11,24	11,54	13,02

Source : Statistique Canada (CANSIM); Ministère du Développement de la Nouvelle-Ecosse.

court terme en ce qui concerne l'ensemble des investissements sont favorables. Cependant, certains secteurs en surpasseront d'autres.

Etant donné la proportion élevée de locaux inoccupés prévus pour des bureaux, des commerces de détail ou autres à Halifax-Dartmouth, on ne prévoit pas la réalisation de grands travaux de construction en 1979. Plusieurs grands projets, surtout des centres commerciaux, sont prévus pour d'autres régions de la province. Après une hausse presque record du nombre de logements dans la province, les marchés des appartements et des maisons unifamiliales accusent un surplus qui diminuera l'intérêt pour ce secteur dans un avenir prochain.

L'existence de marchés d'exportation prospères pour les matières premières et les produits manufacturés exerce des pressions sur plusieurs industries pour qu'elles agrandissent et améliorent leurs installations, tandis que les institutions financières sont prêtes à négocier. On s'attend que l'investissement dans l'industrie manufacturière connaîtra une croissance modérée amenée par de nouveaux investissements dans les usines de traitement du poisson et dans les projets énergétiques.

Les gouvernements poursuivent leurs programmes de restrictions budgétaires. La Nouvelle-Ecosse, par exemple, dont l'augmentation annuelle des dépenses a été de l'ordre de 15 à 20 % depuis les cinq dernières années, ne prévoit qu'une augmentation de 12 % en 1978-1979. Ce sont les dépenses pour les ressources naturelles et l'industrie qui représenteront la plus grande partie de cette augmentation. Les transports, les services de santé, l'éducation et les subventions aux municipalités seront les plus touchés.

Cependant, l'effet cumulé d'un certain nombre de grands projets, qui ont presque tous été mis en oeuvre par le gouvernement, soutiendra les investissements dans la construction jusqu'au début des années 80. Au nombre des projets, mentionnons dans la région métropolitaine de Halifax, des travaux de \$285 millions pour la modernisation et l'amélioration des installations de l'arsenal maritime et de la base navale de Stadacona, à Halifax. Ces travaux se poursuivront au cours des dix à douze prochaines années. En outre, un montant supplémentaire de \$60 millions sera nécessaire pour l'achèvement des installations du port à conteneurs de Fairview. Le projet d'amélioration proposé pour les chantiers navals de Halifax devrait fournir du travail supplémentaire dans le domaine de la construction. A Sydney, les travaux d'amélioration de l'aciérie Sydney Steel aura des répercussions sur la création d'emplois dans le bâtiment.

S'ils sont entrepris, d'autres projets du gouvernement pourraient augmenter les investissements totaux de la province au

début et au milieu des années 80. Parmi ces projets, mentionnons les projets d'exploration et d'exploitation des ressources énergétiques, des projets d'expansion des mines de charbon ou se rapportant au transbordement, ou d'autres projets mis de l'avant par suite de la situation de la province en bordure de l'Atlantique Nord.

#### 2.3.4 L'analyse sectorielle

##### L'agriculture

On a enregistré des rendements plus élevés ou supérieurs à la moyenne pour presque toutes les grandes récoltes en Nouvelle-Ecosse, en 1978. Les recettes agricoles en espèces devraient atteindre près de \$146 millions, soit 14 % de plus qu'en 1977. Cette hausse est attribuable à des marchés favorables et à une production accrue.

L'année 1978 s'est terminée avec une production record pour plusieurs produits, y compris le porc, le poulet, le lait de consommation, les bleuets et le vison. L'amélioration des marchés est attribuable dans bon nombre de cas au taux de change et à une modification importante du cycle de production du boeuf. L'abondance du boeuf et les bas prix sur les marchés internationaux, au cours des quatre dernières années, ont eu une incidence sur les producteurs de boeuf et d'autres viandes. Le prix moyen, au cours de la vente de bétail d'engraissement en automne à Truro, était de \$72,23 les 50,8 kilogrammes, comparativement à \$32,36 en 1977.

Les ventes de porc, en 1979, ont augmenté cette année de 17 % par rapport à l'année dernière et s'établissent à 155 000 porcs. Les ventes continueront de croître de façon notable en 1979. Les abattages de poulets ont augmenté de 10 % en 1979 et ceux de dindons sont passés de 1,2 million de kilogrammes en 1978 à 1,4 million.

La production d'oeufs, en 1979, accuse une baisse de 3 % par rapport à 1978, et les prix étaient légèrement inférieurs par suite de la baisse des coûts de production. La hausse des coûts de production, au cours de l'automne de 1978, était attribuable à l'augmentation des coûts des aliments pour volailles par rapport à l'automne de 1977.

Les ventes de lait de consommation avaient augmenté de 4,3 % à la fin d'août, tandis que les ventes de lait de transformation se sont accrues légèrement; c'est donc le secteur des produits laitiers qui a contribué le plus à l'essor de l'ensemble de l'industrie en 1978.

Le marché de la fourrure a été prospère vu les tendances de la mode, et l'on prévoit une augmentation de 5 % de la production de vison en 1978, comparativement à 1977. La production avait alors été de 124 654 peaux dont la valeur s'élevait à plus de \$3,4 millions.

La production de pommes de terre a augmenté légèrement pour atteindre un total de 33 millions de kilogrammes en 1978. Le prix payé au cultivateur est passé à \$3,00 les 34 kilogrammes, par rapport au prix de l'année précédente qui était passé de \$1,90 à \$2,30. La production maximale de certains légumes a coïncidé avec celle de régions compétitives, ce qui a occasionné des problèmes sur certains marchés saisonniers à la fin de l'été.

La production de tomates de serre a fléchi en 1978, tandis que la production de concombres s'est accrue. On a connu un marché prospère et de bons prix en 1978 dans le cas des plantes pour plate-bande. La récolte de pommes de 1978 est estimée actuellement à 88 millions de litres, par rapport à 78 millions en 1977. De 1975 à 1978, environ 175 000 nouveaux arbres fruitiers ont été plantés. La récolte de bleuets qui s'élevait à 5,4 millions de kilogrammes en 1978 était un record pour la province et a rapporté \$6,1 millions. Grâce à des conditions idéales, la récolte de fraises a été de 3 millions de litres.

Un nouvel intérêt pour les produits de l'érable et le miel, qui résulte d'une production record de 202 004 kilogrammes et de prix mondiaux élevés, et une bonne récolte de canneberges de l'ordre de 135 900 kilogrammes ont diversifié la production agricole de la province. En outre, ces produits devraient gagner de l'importance à mesure que les marchés évolueront.

#### Les pêches

##### La région de l'Atlantique

Avant 1976, la part canadienne des prises totales de poisson dans la région de l'Atlantique (voir tableau 9) était passée de 48 % en 1970 à 37 % en 1975. Après la mise en vigueur d'un projet d'aménagement des pêches et l'adoption de contingents nationaux, la part canadienne s'est élevée à 63 % en 1979 (1 100 000 tonnes métriques).

De 1970 à 1975, les données relatives au total des prises admissibles pour la région de l'Atlantique indiquent une baisse de 17 %. Le total des prises s'élevait à 1 900 000 tonnes métriques en 1975, par rapport à 2 300 000 tonnes métriques en 1970. En 1977, le total des prises admissibles est descendu à 1 304 000 tonnes métriques. En 1978 et en 1979, ce total est grimpé à 1 700 000 tonnes métriques.

TABLEAU 9  
PRISES DE POISSON  
(en milliers de tonnes métriques)

<u>Côte de l'Atlantique</u>							
(Labrador, est de Terre-Neuve, plateau de la N.-E., golfe)							
	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1985</u>
Prise totale	1 900	1 639	1 304	1 700	1 769	1 722	1 933
Prise canadienne	700	717	773	921	1 100		
% du total	37 %	44 %	59 %	54 %	63 %		
Prise étrangère	1 200	922	531	779	659		
% du total	63 %	56 %	41 %	46 %	37 %		
<u>Labrador, est de Terre-Neuve</u>							
Prise totale	1 100	1 000	800	1 100	1 100	1 000	1 100
% de la prise totale de l'Atlantique	58 %	61 %	61 %	65 %	62 %	58 %	57 %
Prise canadienne	200	300	300	400	500		
% du total de la région	18 %	30 %	38 %	36 %	46 %		
Prise étrangère	900	700	500	700	600		
% du total de la région	82 %	70 %	63 %	64 %	55 %		
<u>Côte maritime</u>							
(plateau de la N.-E. et golfe)							
Prise totale	800	639	504	600	669	722	833
% de la prise totale de l'Atlantique	42 %	39 %	39 %	35 %	38 %	42 %	43 %
Prise canadienne	500	417	473	521	610		
% du total de la région	63 %	65 %	94 %	87 %	91 %		
Prise étrangère	300	222	31	79	59		
% du total de la région	38 %	35 %	6 %	13 %	9 %		

Source : Perspectives de ressources pour les pêches canadiennes de l'Atlantique, 1979-1985; Gouvernement du Canada, les ministère des Pêches et des Océans, 1978; et conversations avec les hauts fonctionnaires locaux du gouvernement fédéral.

## La côte maritime

Depuis 1975, la part canadienne des prises totales a augmenté considérablement, passant de 63 % en 1975 à 91 % en 1979. Cela, cependant, n'a eu pour résultat qu'une faible augmentation des prises, soit 22 %, à cause d'une diminution marquée du total des prises admissibles pour la région. En 1975, le total des prises admissibles était de 800 000 tonnes métriques, de 504 000 tonnes métriques en 1977 et de 670 000 tonnes métriques en 1979.

Pour ce qui est de la pêche côtière et de la pêche hauturière des poissons de fond, les débarquements et les recettes ont augmenté sensiblement en 1978 par rapport à 1977. La valeur au débarquement a rapporté à l'industrie de la pêche de la Nouvelle-Ecosse près de \$200 millions, soit 47 % de plus qu'en 1977. Pour le premier semestre de 1979, on évalue que la valeur totale au débarquement de la pêche de la Nouvelle-Ecosse a augmenté de 37 % par rapport à la même période en 1978, bien que les prises réelles ne se soient accrues que de 9 % pour un total de 445 000 tonnes métriques. L'année 1978 a été importante pour la pêche aux pétoncles. Les pétoncles se sont placés au premier rang quant à la valeur des prises qui se chiffrait à \$63 millions, malgré une baisse des prises totales. Les débarquements de pétoncles ont diminué de 13 % jusqu'au mois d'août 1979; cependant, leur valeur totale s'est accrue de 34 % au cours de la même période.

La baisse du dollar canadien a permis à la province d'améliorer sa situation de concurrence à l'échelle internationale.

Au cours de l'année 1978, l'industrie de la pêche hauturière s'est préparée à remplacer certains de ses bateaux et il se peut que certains de ces projets soient mis à exécution en 1979 et en 1980. En 1978, l'industrie de la pêche côtière construisait et achetait de nouveaux bateaux à un rythme accéléré.

En 1978, la province a connu un essor dans la construction de nouvelles usines de traitement du poisson et cette activité s'intensifiera en 1979. Cependant, les usines de traitement pourraient être mieux exploitées si le poisson était capturé en plus grandes quantités ou de façon plus régulière (en utilisant, par exemple, des installations d'entreposage frigorifique).

La prise de hareng, en 1978, n'a pas atteint le contingent prévu, à cause principalement de l'absence de bancs de poissons suffisamment grands. L'application du système des quotas par bateau gêne aussi l'industrie, du fait que les bateaux les plus efficaces atteignent vite leur quota, tandis que les

moins efficaces ne l'atteignent pas. Les pêcheurs de hareng profitaient des ventes directes de leurs prises aux navires étrangers lorsque les usines canadiennes de traitement du poisson ne pouvaient suffire à la tâche. Les débarquements de hareng ont diminué de 13 % jusqu'en août 1979; cependant, la valeur totale des prises a augmenté de 22 %.

La quantité de fruits de mer capturés a augmenté de façon considérable en 1978. La quantité de pétoncles capturés a connu une forte baisse au cours des trois derniers mois de l'année et il semble qu'en 1979 beaucoup plus d'efforts seront nécessaires pour maintenir le niveau des prises. Les prises de homard ont augmenté en 1978 et les prix ont atteint un niveau record. Des baisses marquées dans la quantité des prises ont nui à la pêche sur la côte est et la côte sud de la Nouvelle-Ecosse. Comme la situation ne semble pas prometteuse pour 1979, les prix demeureront élevés.

Un ajout de \$6 millions à l'usine de la National Sea Products à Lunenburg est en voie de construction. La fin des travaux est prévue pour le milieu de l'année 1980. Un investissement de \$4 à \$6 millions pour l'établissement d'une usine de traitement de la sardine à Digby est prévu en 1980.

#### Les forêts

Bien que les marchés aient été favorables pendant la presque totalité des années 70, l'industrie forestière a été forcée de se plier à des limites de capacité d'exploitation qui ont éloigné les nouveaux investissements à cause d'un manque possible d'approvisionnement en bois, surtout dans l'industrie du bois d'oeuvre de grande qualité. Le produit intérieur réel de l'industrie forestière a diminué légèrement avec le temps, sauf lorsque des marchés exceptionnellement favorables ont forcé l'industrie à produire davantage.

L'industrie des pâtes et papiers demeure la plus importante de la région. Bien que depuis 1971 l'augmentation des prix ait été sensiblement supérieure au taux d'inflation général, le prix est demeuré à peu près stable depuis les trois dernières années. La valeur de la production de l'industrie des pâtes et papiers a été supérieure à \$250 millions en 1978, et plus de 90 % de cette production a été exportée. Les quatre usines de pâtes et papiers et l'usine de panneaux de construction de la Nouvelle-Ecosse emploient plus de 2 500 personnes directement et autant indirectement; ces usines ont versé plus de \$42 millions en salaires directs en 1978.

Des problèmes de capacité excédentaire dans la production mondiale totale de pâte et de papier journal ont eu des effets néfastes sur l'industrie en 1977. Ces problèmes

avaient disparu au milieu de 1978 et, au cours de la dernière partie de l'année, les usines de la Nouvelle-Ecosse produisaient presque à pleine capacité. Cependant, l'industrie a encore de la difficulté à obtenir une marge de profit satisfaisante. On ne prévoit pas de dépenses en immobilisations d'importance, en 1979, pour augmenter la production de papier journal. Cependant, une mise de fonds totale de l'ordre de \$25 millions est prévue pour maintenir la production, et l'année 1979 semble prometteuse, les usines produisant toutes à pleine capacité. L'emploi sera stable, à la suite des négociations collectives récemment conclues avec les trois plus grandes firmes jusqu'en 1980.

Certaines compagnies de l'industrie des pâtes et papiers font face à des problèmes sérieux d'approvisionnement qui résultent de la destruction des arbres par les tordeuses de bourgeons. On prévoit que l'industrie, dans l'ensemble, fera face à une pénurie de matières premières pour ce qui est de ses besoins à long terme. Des programmes plus efficaces d'exploitation des ressources forestières prévoyant le reboisement, et les efforts tentés actuellement en vue de protéger le bois d'oeuvre sain et pour récupérer et conserver le bois endommagé nous donnent en quelque sorte de l'espoir pour l'avenir. Le succès d'un nouveau traitement bactériologique par aspersion contre les tordeuses des bourgeons de l'épinette, qui a reçu l'approbation des environmentalistes, peut aussi aider à conserver les stocks.

L'industrie du bois de sciage a atteint une production record en 1978. De bons taux de change ont entraîné une augmentation de la demande aux Etats-Unis, en dépit des taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis qui provoquent habituellement une baisse de la demande dans le domaine de la construction. La raison pour laquelle cette situation ne s'est pas produite dans ce cas-ci est, en partie, la modification des politiques de prêts hypothécaires aux Etats-Unis, qui a permis aux sociétés d'épargne et de prêts d'offrir des taux d'intérêt plus élevés aux déposants et de conserver ainsi des réserves élevées de fonds. Le premier semestre de 1979 a été très favorable. Les stocks sont peu élevés partout dans l'industrie. Il se peut que les taux d'intérêt élevés actuellement aux Etats-Unis aient des répercussions un peu plus tard dans l'année, comme ce serait le cas pour tout ralentissement se produisant sur le marché américain. Les autres marchés étrangers devraient demeurer stables. Certaines indications laissent croire cependant que les cours commerciaux pour le bois d'oeuvre avaient atteint un sommet à la fin de 1978. L'industrie appréhende de plus en plus les problèmes d'approvisionnement que suscitent nos forêts lourdement hypothéquées. L'amointrissement de la qualité des matières premières entraînerait des modifications importantes aux

installations existantes, et cela, pendant une période où les taux d'intérêt sont très élevés.

### Les mines

La valeur de la production totale de l'industrie minière de la Nouvelle-Ecosse en termes de valeur ajoutée, d'après le recensement (en dollars courants) a atteint \$91,4 millions en 1976 contre \$63,5 millions en 1971, soit une augmentation de 44 % comparativement à une augmentation de 195,5 % pour l'ensemble du Canada, au cours de la même période. Cela représente une baisse de 41 % en termes de produit intérieur réel pour la province. La production minière qui représentait 8,6 % du PIR total dans le secteur de la production de biens en 1971 n'intervenait plus que pour 4,5 % en 1978.

La production de charbon représentait environ 25 % de la valeur de production totale de la province en 1973. En 1977, le charbon intervenait pour 49 % de la valeur de la production minière. Par conséquent, tandis que la valeur de la production minière en termes réels faiblissait graduellement de 1973 à 1975, à cause principalement de prix généralement peu élevés pour une grande partie de la production d'autres minerais et à cause de la baisse de production, la production de charbon, de 1973 à 1975 en termes de valeur et de quantité, s'est maintenue par rapport à la valeur de la production minérale totale.

La production de minerai a augmenté de 28 % l'an dernier pour s'établir à \$203,7 millions contre \$159,4 millions en 1977. Le charbon intervenait pour \$113,6 millions (contre \$77,6 millions en 1977). Pour ce qui est du volume, la production de charbon a été de 2 539 600 tonnes métriques en 1978 (2 176 800 tonnes métriques en 1977). Des gains similaires ont été enregistrés pour les métaux industriels, soit \$45 millions (contre \$40,9 millions en 1977) et pour les matériaux autres que les matériaux de construction, soit \$45,1 millions (contre \$40,9 millions en 1977).

La production de charbon demeure bonne. La production de gypse et d'autres matériaux de construction a baissé en 1974 et en 1975, mais augmente régulièrement depuis lors, étant donné la conjoncture favorable dans le secteur du bâtiment au Canada et à l'étranger. La production de gypse dépassait 2,4 millions de tonnes métriques en 1978, soit 12 % de plus qu'en 1977. La quantité de ciment utilisée localement s'élevait à 181 420 tonnes métriques, tandis que 185 955 tonnes métriques étaient expédiées aux Antilles. Les expéditions de ciment vers l'Ouest canadien étaient aussi importantes, la demande locale là-bas dépassant l'offre.

La production de sable et de gravier qui se chiffrait à environ 9 millions de tonnes métriques est demeurée stable entre 1975 et 1977 et a augmenté de 10 % en 1978. On prévoit une production record en 1979, bien qu'une grande partie de l'industrie n'ait pas encore une capacité suffisante. La production accrue à la carrière du détroit de Canso a contribué grandement à l'augmentation du volume et des ventes.

La croissance et la diversification seront les caractéristiques de l'industrie minière de la Nouvelle-Ecosse en 1979. La production de la mine de plomb Yava de la Barymin Explorations Ltd., près de Sydney, a débuté au milieu de l'année 1979. La compagnie s'attend à produire 907,1 tonnes métriques de concentrés de plomb par mois et à employer 60 mineurs.

L'Imperial Oil Ltd. emploiera 145 personnes à l'ouverture de la mine de plomb et de zinc de Gays River, située à 48 kilomètres au nord de Halifax. Cette ouverture se fera plus tard dans l'année. La production sera de 1 360 tonnes métriques par jour. Les réserves de minerai sont estimées à 11,8 millions de tonnes métriques.

Le projet d'une grande mine souterraine de charbon à Donkin produirait 1 814 000 tonnes métriques par année. Les réserves de minerai sont énormes et pourraient être exploitées pendant des décennies. L'ouverture de cette mine signifierait la création de 1 000 nouveaux emplois directs. La DEVCO emploie actuellement dans ses opérations d'exploitation du charbon 4 300 personnes.

On prévoit que les activités d'exploration et d'évaluation des gisements possibles de potasse et de sel se poursuivront et on étudie la possibilité d'utiliser les cavernes créées par les activités d'extraction du sel dans la région du détroit de Canso pour emmagasiner du pétrole brut.

L'an dernier, le ministère des Mines de la Nouvelle-Ecosse a délivré un total de 1 634 permis autorisant l'exploitation de minéraux et représentant plus de 71 000 concessions minières couvrant 1,2 million d'hectares de terrain; les permis ont été répartis entre 160 prospecteurs et compagnies d'exploration et d'exploitation minières. Les dépenses se rapportant à ces permis se sont élevées à environ \$6 millions. Le ministère a demandé des soumissions d'exploration à Springhill où l'on a découvert du plomb, du zinc, du cuivre et de l'uranium. L'intérêt actuel accordé à l'exploration des métaux de base, de l'uranium et des minéraux non métalliques demeure élevé en 1979.

## L'industrie manufacturière

La valeur de la production manufacturière, en termes réels, s'est accrue de façon régulière depuis 1971. Comme pour le reste du Canada, le nombre d'établissements manufacturiers a baissé de 1971 à 1975; néanmoins, la taille, mesurée en termes du nombre moyen d'employés par établissement, et la valeur ajoutée moyenne se sont toutes deux rapprochées des moyennes nationales (voir tableau 10). Les coûts du combustible et de l'électricité se sont accrues de façon marquée pour les firmes de la Nouvelle-Ecosse. Les firmes de la région de Halifax-Dartmouth ont dû faire face à une hausse de 161 % du coût des matières et des fournitures utilisées, comparativement à une hausse de 137 % pour l'ensemble de la province et de 85 % pour l'ensemble du pays.

En Nouvelle-Ecosse, l'activité manufacturière a créé une proportion plus grande de nouveaux emplois que dans l'ensemble du Canada au cours de la même période, et les salaires ont aussi augmenté plus rapidement. L'ensemble des effectifs de l'industrie manufacturière a augmenté de 16,9 % en Nouvelle-Ecosse au cours de la période 1971 à 1975, comparativement à 6,9 % pour l'ensemble du Canada.

Les expéditions de produits manufacturés de la Nouvelle-Ecosse, au cours de l'année 1978, sont passées à \$2,8 milliards. Ce montant représente une augmentation de 19,7 % par rapport à 1977. L'accroissement réel dans ce secteur est de plus de 10 %, et a entraîné une augmentation du nombre d'emplois dans l'industrie manufacturière.

Le commerce d'exportation de la Nouvelle-Ecosse s'est accru de 32,4 % au cours des neuf premiers mois de 1978. La valeur des produits industriels exportés s'est élevée à \$167 millions, ce qui constitue une augmentation de 31 % par rapport à 1977. Les exportations d'aliments et de boissons ont augmenté de 28 % pour s'établir à plus de \$230 millions. La valeur des expéditions de charbon, de gypse et d'autres matériaux bruts de la Nouvelle-Ecosse s'est accrue de 30 %, et les expéditions de produits de la pêche ont grimpé d'environ \$51 millions.

Les perspectives pour la majeure partie de l'industrie manufacturière de la Nouvelle-Ecosse sont prometteuses, à condition que l'impulsion découlant de la dévaluation du dollar canadien se poursuive et que la récession américaine projetée n'affecte pas les marchés des Etats-Unis avant le début de 1980.

## Le bâtiment et les travaux publics

La croissance réelle dans le secteur du bâtiment a été de 3 % en 1978. Les dépenses se chiffraient à \$975 millions, soit une augmentation d'environ 8 % par rapport à 1977. En ce

qui concerne l'inflation, la situation s'est améliorée considérablement dans ce secteur industriel en Nouvelle-Ecosse. En effet, le taux d'inflation est passé de 11 % à environ 5 %.

L'industrie du bâtiment craint que les restrictions budgétaires du gouvernement ne se traduisent par des réductions des dépenses en immobilisations. Ce secteur a déjà subi les conséquences du report de certains travaux publics. A Halifax, un projet de \$12 millions ayant trait à des travaux d'expansion du centre métropolitain, prévu pour 1979, a été retardé. Les travaux de modernisation du chantier naval de Halifax sont en voie de négociation, de même que des travaux de \$179 millions à la base navale de Stadacona.

En 1978, le ministère des Routes a construit 225 kilomètres de routes et entrepris des travaux de pavage et de repavage sur une distance de 340 kilomètres et 658 kilomètres respectivement. En 1979, le ministère entreprendra la dernière phase d'une entente de trois ans entre le Canada et la Nouvelle-Ecosse et portant sur l'amélioration et le renforcement des routes principales. Les travaux effectués en vertu de cette entente incluent le terrassement, la consolidation des sols, le pavage final et la construction de ponts sur les routes 101, 102, 103, 118 et 125, en plus des travaux prévus sur certaines routes secondaires.

En tout, le ministère provincial des Travaux publics a prévu des projets qui sont estimés à \$46,5 millions et dont la réalisation ou les appels d'offres se feront au cours de l'année financière 1979-1980. Parmi ces projets, mentionnons de nouvelles installations et des travaux de rénovation au Nova Scotia Agricultural College, à Truro, au Nova Scotia School for Boys, à Shelburne, au St. Ann's Gaelic College et au Keltic Lodge, au Cap-Breton, au Lunenburg Fisheries Museum et au Halifax Infirmary. Le Maritime Museum à Halifax, projet entrepris conjointement par le Denovian Institute, le gouvernement fédéral et la Nouvelle-Ecosse, sera également terminé.

Un centre de recherches agricoles de \$15,3 millions sera construit à Kentville. On prévoit la fin des travaux en mars 1981. Le centre sera équipé de bureaux, de laboratoires, de serres et d'installations pour le traitement des denrées et l'entreposage des fruits. On prévoit que le terminus pour conteneurs de Fairview Cove, situé à l'extrémité est du bassin de Bedford à environ 11 kilomètres du port à conteneurs actuel de Halifax, sera prêt en 1980. L'installation, une fois terminée, comportera une aire de chargement de 305 mètres sur 397 mètres, deux grues de manutention horizontale de 45 mégagrammes et le terminus aura une capacité nominale de 70 000 conteneurs par année. La profondeur de 13,7 mètres est idéale même pour les

TABLEAU 10  
STATISTIQUES PRINCIPALES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES POUR LA NOUVELLE-ECOSSE ET LE CANADA, 1971 et 1975

	1971			1975			1971-1975		
	Comté de Halifax	N.-E.	Canada	Comté de Halifax	N.-E.	Canada	Comté de Halifax	N.-E.	Canada
	<u>Activité manufacturière</u>						(Variation procentuelle)		
<u>Nombre d'établissements</u>	158	795	31 908	152	689	30 000	(3,8)	(13,3)	(5,7)
<u>Travailleurs de la production et assimilés</u>									
Hommes	4 439	19 405	901 044	4 840	22 694	977 330	9,0	16,9	8,5
Femmes	773	4 848	266 766	817	5 201	294 456	5,7	7,3	10,3
<u>Heures-hommes payées (en milliers)</u>	10 968	49 988	2 448 19	11 774	57 64	2 613 062	7,3	15,2	6,7
<u>Salaires (en milliers de \$)</u>	31 752	129 170	7 819 050	55 471	247 063	12 669 228	74,7	91,3	62,0
<u>Coût du combustible et de l'électricité</u>	3 218	26 348	1 000 243	5 821	51 32	1 805 398	80,9	94,8	80,5
<u>Coût des matières et four- nitures utilisées (en milliers de \$)</u>	165 189	481 528	27 661 379	431 527	1 139 514	51 177 942	161,2	136,6	85,0
<u>Valeur des livraisons de produits de propre fabrication (en milliers de \$)</u>	265 319	798 152	50 275 917	617 339	1 819 094	88 427 031	132,7	127,9	75,9
<u>Valeur ajoutée (en milliers de \$)</u>	99 925	297 754	21 737 514	181 326	675 705	36 105 457	81,5	126,9	66,1
	<u>Activité totale</u>								
<u>Nombre de propriétaires et associés actifs</u>	45	321	10 286	30	177	6 977	(33,3)	(44,9)	(32,2)
<u>Employés</u>									
Hommes	1 603	6 156	344 698	1 676	7 506	342 247	4,6	21,9	( 0,7)
Femmes	473	1 549	115 896	527	1 964	127 126	11,4	26,8	9,7
<u>Salaires (en milliers de \$)</u>	16 293	59 622	4 310 847	26 464	115 188	6 487 451	62,4	93,2	50,5
<u>Ensemble des effectifs</u>	7 288	31 958	1 628 404	7 860	37 365	1 741 159	7,8	16,9	6,9
<u>Traitements et salaires (en milliers de \$)</u>	48 045	188 792	12 129 897	81 935	362 252	19 156 679	70,5	91,9	57,9

Coût des matières, des fournitures et des marchandises destinées à la revente (en milliers de \$)	186 074	577 942	33 462 590	446 924	1 309 148	62 384 245	140,1	134,6	86,4
Valeur des livraisons et autres recettes (en milliers de \$)	287 980	887 237	57 479 421	635 501	2 014 327	102 148 633	120,7	127,0	77,7
Valeur ajoutée (en milliers de \$)	102 373	311 757	23 187 881	184 486	700 019	38 683 718	80,2	124,5	66,8

Source : Statistique Canada, n<sup>o</sup> de cat. 31-200, 1971, 1975.

porte-conteneurs les plus gros. La dernière phase de ce projet, qui a commencé en août 1978, est évaluée à \$13,9 millions.

Le gouvernement déboursera, en 1979, un montant de \$1,2 million pour l'amélioration des services, notamment pour les réseaux d'adduction d'eau et d'égout, pour les routes et pour le système de protection contre les incendies dans le parc industriel de Bridgewater. C'est actuellement la société canadienne de pneus Michelin qui est la principale entreprise établie dans le parc.

Un projet d'habitation pour personnes âgées qui comptera 168 unités sera vraisemblablement construit à Halifax. Il s'agit du premier grand projet d'immeubles à structure basse pour personnes âgées de la province. Des travaux d'aménagement de terres récemment achetées pour le parc industriel de Windsor ont été entrepris au cours de 1979, et un montant de \$1,2 million sera versé à la IEL en vertu de l'entente auxiliaire conclue entre le Canada et la Nouvelle-Ecosse pour des travaux d'amélioration de l'infrastructure du parc.

#### Le tourisme

Le nombre de touristes a augmenté de 2 % l'an dernier, ce qui se compare à la croissance observée dans l'ensemble du pays, et l'on prévoit une légère augmentation encore cette année en dépit de l'atténuation des efforts de commercialisation de la province à cause des restrictions budgétaires et des coûts élevés de la publicité aux Etats-Unis. L'accueil de l'International Gathering of the Clans, en 1979, est un bon exemple des efforts de la province pour s'introduire sur les marchés mondiaux. La province étudie aussi la possibilité d'encourager les voyages en hiver, les activités touristiques régionales, les voyages d'affaires et de visites organisées pour atténuer la nature saisonnière de l'affluence touristique.

Le système pilote CHECKINNS de réservations d'hôtel a connu un grand succès et continuera en 1979 de fournir un service précieux aux agents de voyage et aux organisateurs de voyages de même qu'au public. Le service est exploité par Air Canada et par Travel Industry Association of Nova Scotia et peut faire certaines réservations dans les installations d'hébergement de l'Ile-du-Prince-Edouard.

Halifax aura un nouvel hôtel de 200 chambres dans le centre-ville, tandis que les travaux d'agrandissement de l'hôtel de l'aéroport se poursuivent. Grâce à la réalisation du projet d'expansion du centre métropolitain, la ville peut très bien attirer d'autres investissements dans l'hôtellerie et la restauration. On prévoit peu d'investissements du secteur privé

dans d'autres régions de la province, bien que le gouvernement ait entrepris d'améliorer les parcs et les plages.

#### 2.4 Les perspectives à moyen terme

La Nouvelle-Ecosse maintiendra à moyen terme le rythme actuel de croissance économique, à condition de réaliser son potentiel dans plusieurs secteurs clefs. Les investissements par le secteur privé continueront d'être freinés par les coûts élevés de l'énergie, le niveau élevé des taux d'intérêts, l'emplacement géographique de la région et le faible chiffre de la population.

A moyen terme, il faudra avant tout trouver des solutions aux problèmes techniques liés aux besoins changeants du marché, adopter des procédés concurrentiels de fabrication et de transformation qui permettront d'exploiter davantage les ressources naturelles et prendre des mesures énergiques pour accroître la demande d'exportation et la demande régionale pour les biens de la Nouvelle-Ecosse.

On s'attend à ce que le rythme de croissance diminue légèrement en Nouvelle-Ecosse, dans les secteurs de l'industrie forestière, de la fabrication et de la pêche, à mesure que s'amoindriront les avantages dont jouissaient les marchés d'exportation en raison de la dévaluation du dollar canadien et que les contraintes liées à l'offre, principalement dans le cas de l'industrie forestière, deviendront plus impératives<sup>2</sup>. On prévoit en outre un ralentissement correspondant de la croissance de la production et de l'emploi.

Après la période d'essor qu'a connu le secteur du bâtiment au début et au milieu des années 70, les perspectives à moyen terme semblent sombres, à part l'activité entraînée par plusieurs projets importants qui sont, pour la plupart, des projets lancés par le gouvernement. L'industrie devra attendre que la demande augmente de nouveau, surtout dans les régions urbaines, ce qui ne se produira sans doute pas avant 1983-1985.

Si les tendances actuelles se poursuivent, on pourrait assister au cours des six prochaines années à une réduction plus importante de l'écart entre les revenus de la Nouvelle-Ecosse et la moyenne nationale.

---

2. On craint également les conséquences que pourrait avoir le ralentissement économique prévu aux Etats-Unis, tout particulièrement au cours du premier semestre de 1980.

Dans les années 80, le taux de chômage de la région continuera de dépasser le taux national. La proportion des personnes âgées de 15 à 24 ans qui entrent sur le marché du travail demeurera élevée dans la région jusqu'en 1983-1984 au moins. A partir de cette date, toutefois, leur proportion commencera à décroître. Le ralentissement de la croissance dans la plupart des industries de services de la région pourrait entraîner un ralentissement de la croissance du taux d'activité chez les femmes.

On ne s'attend pas à ce que les transferts gouvernementaux augmentent; ceux-ci pourraient même diminuer en termes réels au début des années 80. Plusieurs des secteurs de production de biens font face à des contraintes telles que des frais d'exploitation élevés, des marchés très concurrentiels et, dans certains cas, la diminution des ressources.

Toutefois, de nombreux secteurs se portent bien et certains, comme celui de la pêche, sont encore loin d'avoir atteint la limite de leur potentiel.

### L'énergie

La province a un potentiel d'exploitation de ressources énergétiques importantes. On prévoit que la houille provenant de la région de Sydney-Donkin aidera la Nouvelle-Ecosse à dépendre moins du pétrole pour alimenter ses centrales et que le taux de dépendance passera de 68 %, actuellement, à 20 % d'ici à 1987.

L'exploitation de l'énergie marémotrice, bien qu'elle ne soit pas réalisable à court terme, peut offrir de grandes possibilités. On s'intéresse à la construction, à Annapolis Royal, d'une usine marémotrice pilote dont la puissance serait de 15 mégawatts.

Les sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire et le bois, chauffent aujourd'hui 5 % des logements de la province. Il faudrait apporter des améliorations techniques aux méthodes d'exploitation des sources d'énergie renouvelables pour qu'elles puissent répondre dans l'avenir à la croissance des besoins d'énergie.

L'exploration pétrolière et gazière au large de la côte est à été encourageante et peut offrir des possibilités à long terme pour la région. A court terme, toutefois, on s'attachera surtout à trouver et à utiliser les meilleurs méthodes de transport du pétrole et du gaz naturel de l'Ouest vers la région de l'Atlantique. La méthode choisie devrait permettre à la région de développer son industrie de l'énergie en alimentant ses raffineries, en appuyant de nouveaux projets de recherche et les transferts de technologie et en favorisant

l'implantation d'installations connexes - telles qu'un réseau d'approvisionnement en gaz de l'Arctique et des installations d'entreposage à Canso.

### La pêche

On s'attend à ce que le total des prises admissibles (TPA) pour la région de l'Atlantique augmente modérément pour atteindre un maximum d'environ 1,9 million de tonnes métriques en 1985, soit 12 % de plus que les niveaux de 1979.

Le TPA projeté jusqu'en 1985 pour la région des Maritimes devrait augmenter légèrement jusqu'à environ 800 000 tonnes métriques, soit le niveau de 1975.

Depuis la création du nouveau programme de gestion des pêches (1975), l'industrie subit des changements fréquents en raison d'une restructuration majeure portant sur la réattribution des prises des pêcheurs étrangers aux pêcheurs canadiens, les négociations interprovinciales au sujet des parts des prises dans les nouvelles zones de pêche (p. ex. les eaux de la partie nord de Terre-Neuve et le Labrador), l'accès contrôlé et limité aux pêches, et le pouvoir de négociation plus efficace des pêcheurs indépendants. Des nouvelles techniques rentables et à haut rendement utilisées pour la pêche et la transformation du poisson font une concurrence dangereuse aux techniques courantes et à forte intensité de main-d'oeuvre qui sont utilisées pour la pêche des espèces traditionnelles. Enfin, la création de nouveaux marchés pour les espèces traditionnelles et l'exploitation des marchés auparavant négligés pour les espèces non traditionnelles sont également en cause. Le calmar et le hareng prendront de l'importance, et contribueront à un accroissement global plus important de la valeur au débarquement. La demande de calmars est de plus en plus forte, et si l'on prend soin de créer des marchés et de maintenir les stocks (peu connus actuellement), cette industrie pourrait valoir près de \$100 millions dans les cinq à dix années à venir.

Les perspectives à court terme pour le secteur de la pêche semblent favorables. L'amélioration des techniques de pêche et le contrôle des stocks devraient permettre à la province de fournir un produit de qualité à des marchés nationaux et internationaux actifs.

Etant donné les changements fréquents que subit l'industrie, il est difficile de déterminer quelle sera l'influence de ce secteur sur l'emploi et le niveau des revenus en Nouvelle-Ecosse. On pourrait dresser une longue liste de scénarios qui présenteraient les divers facteurs énoncés ci-dessus dans des proportions et des relations variées. Soulignons toutefois qu'un scénario pour 1985 qui maintiendrait la situation telle qu'elle

existe en 1979, indiquerait des prises totales de 1 006 250 tonnes métriques pour les Maritimes, soit une augmentation de 50 % par rapport aux chiffres de 1979. Selon une estimation, le travail créé par l'activité de transformation est d'un mois-personne pour chaque 3,6 tonnes métriques de poisson. On pourrait donc s'attendre à ce que 20 964 années-personnes de travail soient créées en 1985 dans le seul secteur de la transformation, soit environ 5 500 de plus qu'en 1979. Toutefois, on utilise actuellement les usines à environ 40 % de leur capacité, ce qui peut empêcher ce multiplicateur d'avoir son plein effet.

La construction de nouvelles usines de transformation du poisson a été intense en 1978 et les investissements seront plus élevés en 1979. Toutefois, ces usines pourraient être utilisées de façon plus rationnelle si le poisson était livré en plus grande quantité et de façon plus régulière, grâce, par exemple, à l'utilisation d'entrepôts frigorifiques.

#### Le secteur du commerce de détail

En 1978, les dépenses de consommation, telles que mesurées par les ventes au détail, ont augmenté de 15,3 % par rapport à celles de 1977. Cette hausse est attribuable en partie à l'effet stimulant qu'a eu la réduction de la taxe de vente. Les salaires et les traitements ont aussi augmenté de 10,8 %.

La croissance de la population active devrait entraîner une augmentation des dépenses de consommation. Toutefois, les habitudes d'achat changeront, surtout dans le cas des biens durables, des articles de loisirs et des produits de luxe.

#### L'industrie minière

Les perspectives de l'industrie minière en Nouvelle-Ecosse au cours des prochaines années semblent prometteuses. Les marchés internationaux de minéraux s'améliorent régulièrement à mesure que diminuent les stocks accumulés au cours des dernières années par suite d'une baisse de la demande.

Les réserves de houille, spécialement dans la région de Donkin, peuvent être utilisées pour alimenter les centrales électriques. L'exploration minière, stimulée par la découverte intéressante de divers minéraux dans la province (du tungstène au Cap-Breton, de l'étain à Yarmouth, de l'uranium et du zinc au centre de la Nouvelle-Ecosse) peut fort bien donner lieu, à moyen terme, à une croissance soutenue, bien qu'irrégulière, de ce secteur.

## Les industries de services

Les industries de services, qui ont contribué dans une large mesure à l'essor économique récent de la province et de la région de l'Atlantique, devraient poursuivre leur croissance, mais à un rythme plus lent.

Le secteur des industries de services compte pour plus de la moitié de la production totale au Canada, et la plupart des services, de par leur nature, doivent être fournis à l'échelle locale et régionale. Le Conseil économique du Canada est d'avis que c'est la raison principale pour laquelle une grande partie de l'effet d'un stimulant fiscal se fait sentir dans la région où ce stimulant s'applique.

La performance dans ce secteur est liée non seulement à l'activité gouvernementale, mais aussi à la performance des secteurs de production de biens. On prévoit donc que la participation de ce secteur au PIB passera de 73,7 % en 1977 à 74,7 % en 1986, bien qu'en termes comparatifs, la valeur nette de la production dans le secteur des services ait décliné davantage en Nouvelle-Ecosse que dans l'ensemble du Canada entre 1971 et 1976.

### 3. LES PROBLEMES ET QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT

#### 3.1 Introduction

Au début du chapitre précédent, on a insisté sur la nature persistante du problème régional. On a ensuite examiné la performance récente de l'économie de la Nouvelle-Ecosse ainsi que ses perspectives à moyen terme. On en a conclu qu'il est peu probable, à moyen terme, que les revenus et le taux d'emploi atteignent la moyenne nationale malgré un certain redressement de l'économie régionale.

Le présent chapitre examine plus en détail les forces et les faiblesses de l'économie provinciale. Cet examen plus circonstancié de l'économie permettra de faire ressortir les questions et les problèmes liés au développement auxquels la province doit faire face et de mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir.

#### 3.2 Les problèmes liés au développement

Les économies provinciales sont des économies ouvertes et en tant que telles, leur potentiel de croissance résulte essentiellement de la nature et de l'importance de leur base d'exportations.

Le tableau 11 présente la base d'exportations de l'économie de la Nouvelle-Ecosse pour les années 1960, 1965 et 1974. Le tableau indique que l'économie s'appuie constamment sur les industries d'exportation traditionnelles. La province continue de se spécialiser dans l'exploitation de ressources telles que la houille, dans la transformation des produits de la pêche et dans la fabrication de pâtes et papiers. Les produits de l'industrie sidérurgique et le matériel de transport représentent des marchés d'exportation importants pour l'économie provinciale. Il en est de même pour les produits du pétrole, vendus surtout dans la région de l'Atlantique. Ces six secteurs sont intervenus pour environ 65 % de la base d'exportations de la Nouvelle-Ecosse au cours des quinze dernières années.

On a aussi des données indiquant que les entreprises du secteur de la fabrication ont mis du temps à établir des liens entre elles. Le tableau 12 présente le pourcentage des expéditions de produits manufacturés qui devaient satisfaire à la demande interindustrielle, à la demande intérieure finale, à la demande du secteur public et à la demande d'exportations en 1960, 1965 et 1974. Le tableau indique que la demande interindustrielle est demeurée relativement constante au cours des années. Le pourcentage de produits manufacturés destinés à satisfaire à la demande interindustrielle était de 18,58 % en 1960 et de 19 % en 1974.

TABLEAU 11  
EXPORTATIONS DE LA NOUVELLE-ECOSSE  
1960, 1965, 1974

Secteur	1960		1965		1974	
	Total des exportations	Pourcentage	Total des exportations	Pourcentage	Total des exportations	Pourcentage
Produits agricoles	5 149,5	1,63	7 775,7	1,98	16 076,5	1,09
Produits forestiers	2 799,0	0,89	6 363,5	1,62	11 153,0	0,76
Produits de la pêche	3 036,0	0,96	5 486,0	1,40	46 365,5	3,14
Houille	24 441,4	7,74	26 000,2	6,62	44 331,2	3,01
Carrières - produits non métalliques	11 278,4	3,57	14 156,0	3,60	27 320,3	1,85
Viande, produits laitiers, fruits	5 237,2	1,66	5 694,3	1,45	39 430,3	2,67
Produits de la transformation du poisson	52 626,7	16,67	77 001,0	19,60	114 300,0	7,75
Produits alimentaires divers	7 711,6	2,44	8 515,9	2,17	33 728,3	2,29
Fabricants de boissons gazeuses, distilleries, brasseries	1 820,0	0,58	1 362,0	0,35	5 650,3	0,38
Textiles, habillement	13 713,9	4,34	19 657,6	5,00	49 907,5	3,38
Scieries, produits en bois	7 143,8	2,26	10 509,5	2,68	21 588,0	1,46
Pâtes et papiers - produits	19 958,9	6,32	38 259,6	9,74	189 777,2	12,87
Impression	1 100,0	0,35	900,0	0,23	8 032,9	0,54
Fabrication de produits sidérurgiques	58 901,2	18,66	60 214,5	15,33	-	-
Fabrication de produits métalliques	5 597,4	1,77	4 184,2	1,07	176 622,1	11,98
Machines et matériel	1 286,8	0,41	1 050,0	0,27	-	-
Matériel de transport	11 800,6	3,74	35 853,3	9,13	120 691,8	8,19
Matériel électrique						
Produits minéraux non métalliques	1 197,6	0,38	1 279,1	0,33	2 984,5	0,20

TABLEAU 11  
EXPORTATIONS DE LA NOUVELLE-ECOSSE  
1960, 1965, 1974  
(suite)

Secteur	1960		1965		1974	
	Total des exportations	Pourcentage	Total des exportations	Pourcentage	Total des exportations	Pourcentage
Produits du pétrole,	37 949,6	12,02	17 252,0	4,39	310 026,4	21,03
peinture, savon	4 793,1	1,52	1 406,4	0,36	23 313,2	1,58
Produits manufacturés divers	323,5	0,10	438,4	0,11	52 314,0	3,55
Bâtiments	-	-	-	-	15 232,5	1,03
Transport, voyages, divertissement	31 047,6	9,84	23 042,9	5,87	56 472,1	3,83
Radio, télévision, télégraphie	1 573,8	0,50	-	-	35 806,1	2,43
Energie électrique, eau, gaz	782,0	0,25	1 198,0	0,31	23 783,3	1,61
Distribution	2 012,1	0,64	15 000,0	3,82	18 344,7	1,24
Fabrication d'automobiles	-	-	-	-	-	-
Finance, immobilier	-	-	-	-	-	-
Services domiciliaires	-	-	-	-	962,1	0,07
Hôtels, restaurants	-	-	-	-	-	-
Services personnels	-	-	-	-	-	0,03
Services commerciaux	-	-	2 618,2	0,67	2 805,8	0,19
		<u>100,00</u>		<u>100,00</u>		<u>100,00</u>

Source : Tableaux d'intrants/extrants de la Nouvelle-Ecosse; 1960, 1965, 1974.

TABLEAU 12

DESTINATION DES PRODUITS MANUFACTURES EN NOUVELLE-ECOSSE  
1960, 1965, 1974

	1960		1965		1974	
	Réelle (en %) (en milliers de \$)		Réelle (en %) (en milliers de \$)		Réelle (en %) (en milliers de \$)	
Demande inter- industrielle totale	76 997,0	18,58	99 439	17,87	365 965,8	19,0
Demande inté- rieur totale et demande totale du secteur public	103 842,5	25,06	165 963,4	29,82	385 786,1	20,0
Demande totale d'exportations	233 532,1	56 36	291 137,8	52,31	174 125,8	61,0

Source : Tableaux d'intrants/extrants de la Nouvelle-Ecosse.

En comparant les pourcentages de travailleurs employés par les quatorze principaux secteurs de l'industrie manufacturière en 1961 et en 1971, on peut observer à quel point la province dépend des secteurs traditionnels. Les résultats de cette analyse sont présentés au tableau 13. L'industrie de la transformation du poisson demeure l'employeur principal de la province. En 1971, les travailleurs qui faisaient partie de ce secteur représentaient 18,6 % de l'ensemble des travailleurs de l'industrie manufacturière.

A deux exceptions près, les quatorze principaux employeurs de la main-d'oeuvre dans l'industrie manufacturière en 1971 étaient les mêmes qu'en 1961, bien que l'ordre ait légèrement changé. Les deux exceptions étaient les fabricants d'aéronefs et de pièces d'aéronefs et le secteur des usines de fabrication de portes et de châssis et les usines de rabotage. La proportion de travailleurs dans ces secteurs en 1971 était un tiers de ce qu'elle était en 1961. Ces secteurs ont été remplacés par les fabricants de matériel ferroviaire roulant (3,3 %) et par les fabricants de matériel de communications (2,9 %).

TABLEAU 13

PRINCIPALES INDUSTRIES MANUFACTURIERES EN NOUVELLE-ECOSSE, SELON  
LE POURCENTAGE DE TRAVAILLEURS EMPLOYES PAR CES SECTEURS

	1961 (en %)	1971 (en %)
Industrie de la transformation		
du poisson	15,5	18,6
Sidérurgie	11,5	8,3
Scieries	7,4	5,1
Construction navale et réparation de navires	6,5	5,9
Usines de pâtes et papiers	4,5	6,3
Industrie laitière	4,5	3,3
Impression et édition	3,8	3,3
Fabricants d'aéronefs et de pièces d'aéronefs	3,5	1,0
Boulangerie	3,2	2,8
Autres industries alimentaires (confiserie, industries de raffinage du sucre et industries diverses)	2,9	2,7
Fabricants de portes et de châssis et usines de rabotage	2,7	1,0
Fabricants de boissons	2,8	2,2
Bonneterie (sauf la fabrication de bas et de chaussettes)	2,5	2,9
Raffinage du pétrole	1,6	1,9
Total	72,7	65,3

Source : Publications de Statistique Canada.

Les résultats de l'analyse du secteur de la fabrication indiquent que ce secteur n'est pas devenu le moteur de la croissance économique de la Nouvelle-Ecosse. On n'a pas suffisamment exploité les liens interindustriels ni assez diversifié la base économique de la région pour permettre à l'économie de croître de façon que les niveaux de revenu et d'emploi atteignent la moyenne nationale.

Cela ne signifie pas, bien entendu, qu'aucune initiative n'a réussi. De fait, l'installation de l'usine de fabrication de pneus Michelin en Nouvelle-Ecosse illustre bien comment la diversification de la base économique de la région peut donner d'heureux résultats. Cette firme multinationale, qui s'est installée dans la province en 1971, avait embauché 1 000 travailleurs au départ. Elle en compte aujourd'hui 3 000. Pour se développer, la région devra diversifier davantage sa base

économique et faire en sorte que des liens s'établissent entre les industries.

### 3.3 Les questions relatives au développement

L'industrie de la pêche est l'une des questions principales auxquelles la province doit faire face en ce qui a trait au développement. A l'heure actuelle, cette industrie évolue continuellement. Cette situation est attribuable en partie au fait que les entreprises de transformation verticalement intégrées, les pêcheurs indépendants et les organismes qui les représentent, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral n'ont pas les mêmes perspectives.

A moyen et à long terme, il faudra s'occuper de la question des industries de ressources en général. De plus en plus, ces industries sont considérées comme celles qui donneront le ton au développement dans l'économie provinciale. Bien que ces industries pourraient fournir des emplois stables, à moyen et à long terme, les secteurs de la fabrication et des services sont ceux qui devront fournir des accroissements au chapitre de l'emploi et du revenu, à long et à moyen terme, et ainsi constituer les principales forces du développement dans l'économie de la Nouvelle-Ecosse.

L'industrie de l'acier et les industries secondaires connexes demeurent un point faible pour l'économie de la Nouvelle-Ecosse. La performance de ces industries, à moyen et à long terme, aura une très grande incidence sur l'avenir de l'économie de cette province, particulièrement dans diverses régions de la province. L'incertitude qui entoure l'avenir de l'industrie de la construction navale et des réparations, à travers la province, de même que les fluctuations dans les opérations de construction de wagons, à Trenton, et dans d'autres entreprises qui fabriquent ou assemblent des produits métalliques sont des questions qu'il faudra aborder dans l'avenir.

Une question qui suscite des préoccupations de plus en plus vives est celle de la dépendance de l'économie provinciale vis-à-vis des paiements de transfert du gouvernement fédéral, pour ce qui est du maintien du taux de croissance, et de la mesure dans laquelle cette dépendance va à l'encontre des efforts de croissance économique de la province. La question n'est pas tranchée, loin de là. Cependant, tout en reconnaissant que les paiements de transfert aux économies provinciales ont beaucoup augmenté ces dernières années, des études récentes révèlent par ailleurs que la province a également enregistré un raffermissement de sa situation dans le secteur des exportations.

A moyen terme, les options énergétiques ouvertes à la province constitueront un thème très important. Le gouvernement provincial devra déterminer quelles sont les meilleures options qui s'offrent à la province pour l'exploitation de ses réserves de charbon, l'ampleur de sa coopération avec les autres gouvernements provinciaux de la région de l'Atlantique, sous l'égide de la Société d'énergie des Maritimes dans le cadre de programmes conjoints d'exploitation de l'énergie marémotrice et de la centrale nucléaire du Nouveau-Brunswick, de même que la nature de la lutte qu'il devra mener pour obtenir l'implantation, sur le territoire provincial, des têtes de ligne pour le gaz naturel liquéfié.

La découverte de gaz en quantité commerciale au large de l'île de Sable, constitue une question énergétique urgente. Si cette découverte devient rentable et si d'autres puits d'exploration confirment l'existence de gaz en quantités commerciales, alors la province pourra retirer de ce secteur un nombre important d'emplois et de revenus. L'exploitation de cette possibilité par la Nouvelle-Ecosse impliquera les deux niveaux de gouvernement sur le plan de la juridiction.

#### 4. LES INSTRUMENTS FEDERAUX ET PROVINCIAUX

##### 4.1 Introduction

En Nouvelle-Ecosse, il y a actuellement 53 programmes de développement industriel auxquels participent cinq ministères fédéraux, cinq sociétés fédérales de la Couronne, ainsi que neuf ministères et organismes provinciaux. Le recours à ces programmes peut permettre de surmonter des problèmes de financement d'immobilisations pour lancer une activité industrielle ou commerciale ou donner de l'expansion à une entreprise. Les programmes peuvent également servir à améliorer la productivité et l'accès aux marchés d'exportation, de même qu'à renforcer l'infrastructure et à tenir compte d'autres facteurs critiques en matière de développement industriel.

Bien qu'il soit possible d'améliorer certains programmes ou de leur donner une nouvelle orientation, la plupart des facteurs critiques du développement reçoivent la considération voulue :

- a) Les programmes fédéraux fournissent de nombreux modes de financement. La province offre des programmes qui poursuivent les mêmes objectifs, mais il ne semble pas y avoir de subventions qui fassent double emploi.
- b) Les programmes institutionnels de recherche et de développement des gouvernements fédéral et provincial sont passablement étendus et complémentaires.
- c) Un certain nombre de programmes fédéraux et provinciaux visent essentiellement à améliorer la base des ressources en main-d'oeuvre et en personnel de direction.
- d) Les gouvernements fédéral et provincial ont pris des mesures pour édifier une infrastructure de soutien.
- e) La Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes a été adoptée en vue de réduire les écarts dans les coûts de transport.
- f) Le gouvernement provincial complète l'assistance fédérale à l'exportation en fournissant de l'aide là où les programmes fédéraux ne s'appliquent pas.

##### 4.2 Les capitaux

Quinze différents programmes fournissent des subventions ou des prêts à des taux concurrentiels pour des entreprises qui comportent un degré particulier de risque et qui

sont incapables d'obtenir des capitaux par les modes de financement courants.

Des subventions sont accordées aux entreprises qui :

- a) autrement ne disposeraient pas de capitaux suffisants ou seraient incapables de démarrer;
- b) ont un besoin prouvé de capitaux avant qu'une aide financière leur soit accordée.

Généralement, les programmes de prêts permettent :

- a) de consentir des prêts à des fins d'immobilisations;
- b) de garantir l'obtention de prêts de fonds de roulement auprès de banques à charte (EDP, SBL); la banque, dans chaque cas, voit au remboursement des sommes allouées.

Un nombre assez élevé de prêts sont consentis en vertu des programmes fédéraux de prêts. Il en est de même, dans le cadre des programmes provinciaux. Les programmes provinciaux semblent poursuivre des objectifs qui complètent ceux du gouvernement fédéral. Il ne semble pas y avoir de chevauchement des programmes des deux paliers de gouvernement, bien que ces programmes poursuivent les mêmes objectifs.

De plus, comme on peut s'y attendre, les programmes fédéraux et provinciaux se recoupent très peu pour ce qui est des subventions financières. Ainsi, en vertu du Provincial Rural Industry Program, qui favorise l'expansion de la petite entreprise rurale, le gouvernement provincial accorde des subventions pour des projets qui n'excèdent pas \$25 000 en coût d'immobilisation, tandis que le gouvernement fédéral, en vertu du programme de subventions au développement régional accorde des subventions pour des projets qui ont un coût d'immobilisation de plus de \$25 000.

#### 4.3 La recherche et le développement

On ne saurait trop insister sur la nécessité de doter la province d'une base technique solide.

De plus en plus, le milieu des affaires et le gouvernement se rendent compte que notre pays va connaître une régression sur le plan industriel, si la recherche et le développement ne font pas l'objet d'un effort redoublé. Normalement, la structure des sociétés multinationales ne favorise pas la recherche et le développement là où se trouvent leurs filiales, et le fait que la Nouvelle-Ecosse soit une région éloignée par rapport aux grands marchés et aux centres technologiques la place dans une position

nettement désavantageuse pour ce qui est de la modernisation des produits et des méthodes.

La Nouvelle-Ecosse compte plusieurs centres de recherche renommés qui consacrent une bonne partie de leurs efforts au développement industriel :

- a) Le Bedford Institute, qui est une figure de proue dans le domaine de la recherche océanographique;
- b) La Nova Scotia Research Foundation, connue pour ses innovations dans le matériel maritime et de plongée et pour son aide à l'industrie locale, qui favorise le développement économique en fournissant une aide technique aux entreprises régionales et qui applique un programme de développement et de mise au point de produits en accord avec les lignes directrices du programme fédéral d'aide aux entreprises.

Ensemble, ces programmes fédéraux et provinciaux peuvent aider les entreprises à combler certains de leurs besoins techniques, de même que certains de leurs besoins en matière de recherche et de développement, en ce qu'ils :

- a) contribuent au financement de projets de recherche, par le biais d'un partage des coûts;
- b) fournissent de l'aide pour régler les problèmes techniques de tous les jours, par le biais de visites régulières dans tous les établissements industriels de la Nouvelle-Ecosse;
- c) permettent la mise au point de nouveaux produits pour l'industrie et le transfert de la technologie à l'industrie, lorsque celle-ci peut assumer les risques que pose la production;
- d) aident l'industrie à améliorer ou à mettre au point de nouveaux produits concurrentiels, par le biais de programmes de mise au point de produits.

Malgré ces instruments et ces organismes, les dépenses de l'industrie au chapitre de la recherche et du développement demeurent particulièrement peu élevées en Nouvelle-Ecosse :

a) E.-U.	1,2 % du PNB
b) Canada	0,4 % du PNB
c) Nouvelle-Ecosse	0,1 % du PNB.

De façon générale, les dépenses des gouvernements et de l'entreprise privée au chapitre de la recherche et du développement sont en-dessous de la moyenne mondiale :

a) Moyenne mondiale	2,0 % du PNB
b) Canada	1,4 % du PNB
c) Nouvelle-Ecosse	1,1 % du PNB.

En dollars de 1971, il faudrait une augmentation de l'ordre de \$30 millions par année pour que la Nouvelle-Ecosse rejoigne la moyenne mondiale des dépenses au chapitre de la recherche industrielle.

#### 4.4 Les ressources humaines

Plusieurs programmes fédéraux (dont certains sont assez récents) sont mis en oeuvre en vue de créer une base de ressources humaines. Ces programmes semblent viser trois objectifs principaux :

- a) former la main-d'oeuvre existante : financer le perfectionnement de la main-d'oeuvre disponible et la réorienter vers des secteurs d'emploi où des besoins existent;
- b) attirer les diplômés et la main-d'oeuvre scientifique et technique : financer en partie les premières années d'emploi des nouveaux diplômés;
- c) améliorer la formation des cadres : financer des cours spéciaux de formation des cadres aux universités locales.

Les programmes provinciaux s'apparentent aux programmes fédéraux et ils fournissent un complément au programme STEPX<sup>3</sup>, aux programmes d'aide aux petites entreprises, aux programmes provisoires, de même qu'aux programmes de formation en cours d'emploi et de création d'emplois.

#### 4.5 L'infrastructure

Les programmes fédéraux d'expansion économique en Nouvelle-Ecosse contribuent au développement industriel de la province.

Le ministère de l'Expansion économique régionale, par le biais de l'entente-cadre de développement qu'il a conclue avec la province, contribue au financement de routes, d'aéroports, et d'autres infrastructures qui stimulent le développement.

---

3. Scientific Technical Employment Program Extension.

Le ministère des Pêches et de l'Environnement contribue au financement et à l'entretien de certaines structures maritimes.

La SCHL joue depuis peu un rôle plus actif en matière de promotion du développement de l'infrastructure, en ce qui a trait surtout aux systèmes d'égout et autres services municipaux. Dans l'ensemble, les ministères du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse veillent à ce qu'existe au coeur de la province un centre industriel bien desservi.

#### 4.6 Les transports

La Loi de 1927 sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes tente d'atténuer les désavantages que comporte l'expédition de marchandises de la Nouvelle-Ecosse vers les provinces du centre du Canada. La loi prévoit une subvention d'environ 30 %, plus une subvention sélective de 20 % pour les régions plus à l'ouest, introduite aux termes de la LSTMRA en 1974, de même qu'une subvention sous-régionale pour le transport des marchandises vers l'ouest du pays. Les coûts de transport jusqu'aux principaux marchés sont une préoccupation de toujours et ils ont sans contredit une influence sur l'orientation du développement industriel. Pour nombre d'articles de peu de valeur, d'articles volumineux ou lourds, les coûts de transport pourraient compter pour une part importante du prix de vente. Normalement, il est plus économique de produire des articles de ce genre à proximité du marché. En revanche, certains articles à prix élevé et facilement transportables peuvent, comme c'est souvent le cas, être fabriqués dans des centres éloignés du marché, où la production peut atteindre un maximum d'efficacité.

Un certain nombre d'articles particuliers pourraient être produits en Nouvelle-Ecosse, au profit du développement industriel de la province, si ce n'était de certains écarts substantiels dans le coût du transport. Néanmoins, il faudra examiner plus attentivement la situation afin de déterminer si l'on ne pourrait pas contrebalancer ce désavantage en adoptant de nouvelles techniques de distribution ou s'il ne conviendrait pas d'ajuster les tarifs dans une optique de développement régional.

#### 4.7 La commercialisation

Les programmes fédéraux visent avant tout à développer et à desservir les marchés internationaux. Les programmes provinciaux de commercialisation ont été conçus en vue de combler toute lacune dans les programmes fédéraux. Il semble qu'en Nouvelle-Ecosse, les sociétés ont davantage participé aux programmes provinciaux en 1977-1978, fait qui illustre peut-être

la différence d'approche entre les programmes des deux paliers de gouvernement.

Ensemble, les programmes fédéraux et provinciaux tiennent compte d'un nombre important de facteurs de développement, et tous ces programmes sont effectivement utilisés. La province a apporté des mesures complémentaires et des améliorations aux efforts du gouvernement fédéral. La province peut orienter son action en fonction des besoins qui lui sont propres en matière de développement. Il importerait sans doute de créer des programmes axés notamment sur :

- a) la création d'emplois dans le secteur des services;
- b) l'amélioration de la commercialisation domestique;
- c) les coûts de production;
- d) l'envergure et l'organisation des opérations liées aux ressources renouvelables;
- e) le transfert de technologies et l'accroissement des investissements privés dans la recherche et le développement.

#### 4.8 Le MEER

Le ministère de l'Expansion économique régionale (MEER) administre la Loi sur les subventions au développement régional (LSDR) et l'entente-cadre de développement Canada-Nouvelle-Ecosse.

En vertu de la Loi sur les subventions au développement régional, le gouvernement fédéral a dépensé, de 1969 à 1977, \$74,5 millions en Nouvelle-Ecosse et \$585,7 millions au Canada. Le programme de subventions au développement régional vise à stimuler les investissements dans le secteur de la fabrication et à créer des emplois dans les régions à faible croissance. Il offre une aide financière sous forme de subventions et de garanties de prêts aux entreprises et industries désireuses de s'implanter, de s'agrandir ou de se moderniser dans les régions désignées du Canada. La plupart des industries de fabrication et de transformation sont admissibles aux subventions et aux garanties de prêts. Certaines nouvelles entreprises commerciales peuvent obtenir des garanties de prêts.

L'entente-cadre de développement, qui est un programme fédéral-provincial à frais partagés, a pour objet d'aider la province à atteindre son potentiel à travers l'exploitation des possibilités de développement qui ont été identifiées ou à éliminer les contraintes à l'exploitation de ces possibilités. Depuis 1974, le Canada et la Nouvelle-Ecosse ont signé des ententes auxiliaires portant sur le secteur primaire, le secteur de la fabrication, le développement urbain et la planification.

Dans le cadre de l'entente auxiliaire sur l'exploitation minérale, on a procédé à une évaluation des ressources minérales et constaté que d'importants gisements de charbon au large des côtes du Cap-Breton, près de Donkin et de Sydney, pourraient donner lieu à une nouvelle exploitation minière. Cette entente devrait permettre à la province de mieux connaître sa base de ressources minérales et d'aider à identifier les possibilités de développement dans ce secteur.

L'entente auxiliaire sur le développement de la zone métropolitaine de Halifax-Dartmouth a mis l'accent sur l'infrastructure, le développement industriel et l'aménagement du front de mer.

L'entente auxiliaire sur le développement de la zone du détroit de Canso prévoyait la construction de routes, la mise en place de réseaux de distribution d'eau et d'autres infrastructures publiques, ainsi qu'une aide aux entreprises privées pour l'amélioration de l'infrastructure. Ce programme est venu compléter les efforts déployés par le Strait of Canso Industrial Development Agency.

L'entente auxiliaire sur le développement agricole a aussi contribué à l'amélioration des secteurs sous-exploités de cette industrie, en favorisant la production de porc et de boeuf notamment, de même que l'amélioration des sols et le transfert de technologies.

Dans le cadre de l'entente auxiliaire sur le développement industriel, on a mis en place l'infrastructure requise pour trois parcs industriels jusqu'à maintenant, et on devrait terminer les travaux d'infrastructure requis pour d'autres parcs au cours des deux prochaines années. Un autre élément important de cette entente consistait à effectuer des études en vue d'identifier des possibilités de développement. En outre, deux sociétés minières ont obtenu de l'aide pour l'aménagement d'infrastructure.

L'entente auxiliaire sur la planification visait à permettre à la province d'améliorer sa capacité en matière de recherche et de planification, en fournissant de l'aide pour des projets tels que les tableaux d'intrants/extrants de la Nouvelle-Ecosse.

L'entente auxiliaire provisoire sur le développement du comté du Cap-Breton mettait aussi l'accent sur l'amélioration de l'infrastructure dans l'île. Elle prévoyait notamment la construction de routes et d'autres améliorations touchant à l'exploitation des gisements de charbon dans la région de Sydney.

Dans le cadre de l'entente auxiliaire sur les forêts, les sociétés privées et publiques qui détiennent des concessions forestières se sont vu accorder une aide substantielle pour améliorer la gestion des forêts, pour introduire de nouvelles technologies et pour récupérer le bois infesté par la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

L'entente auxiliaire sur le développement du tourisme vise essentiellement à développer les centres d'intérêt touristique, ainsi qu'à améliorer les installations et la qualité de la gestion dans ce secteur.

L'entente auxiliaire sur le programme d'aide à la société SYSCO : le programme provisoire de modernisation mis en oeuvre en vertu de cette entente est dans une large mesure terminé.

Dans le cadre de l'entente auxiliaire sur la conservation de l'énergie, l'un des principaux programmes mis en oeuvre concernait l'adaptation de la machinerie industrielle en vue de mieux utiliser l'énergie et de réaliser des économies d'énergie. Les autres domaines d'intervention importants sont la planification et le financement de projets pilotes ou de démonstration, l'amélioration de la distribution et une meilleure répartition de la demande, ainsi que l'amélioration de la planification à long terme.

## 5. LES POSSIBILITES DE DEVELOPPEMENT

### 5.1 L'analyse des avantages comparatifs

Les avantages comparatifs d'une province se trouvent au coeur de sa capacité de croître à un rythme comparable à celui d'autres régions sur le plan économique. Une région devrait se spécialiser dans le secteur qui lui donne un avantage comparatif afin de maximiser son potentiel de croissance.

Chose certaine, on peut examiner le potentiel de croissance d'une région moins développée dans le contexte d'un avantage comparatif. On reconnaît que jusqu'à maintenant les avantages comparatifs traditionnels de la Nouvelle-Ecosse n'ont pas été suffisants pour lui assurer un taux de croissance comparable à la moyenne nationale. La province doit donc chercher de nouvelles avenues afin de se doter d'un avantage comparatif. Elle pourrait tenter d'obtenir qu'une industrie mobile, à l'instar de la compagnie de pneus Michelin, implante une usine en Nouvelle-Ecosse ou de développer un nombre suffisant de pôles économiques pour contrebalancer l'absence de ressources de base.

### 5.2 Revue des principaux projets

Les chapitres précédents fournissaient une vue d'ensemble des perspectives économiques à moyen terme de la Nouvelle-Ecosse. On va maintenant aborder quelques projets précis, dont le succès aurait un impact majeur sur l'économie provinciale. Ces projets se répartissent en deux catégories :

- a) les projets à effet de stabilisation;
- b) les projets à effet de développement.

#### 5.2.1 Les projets à effet de stabilisation

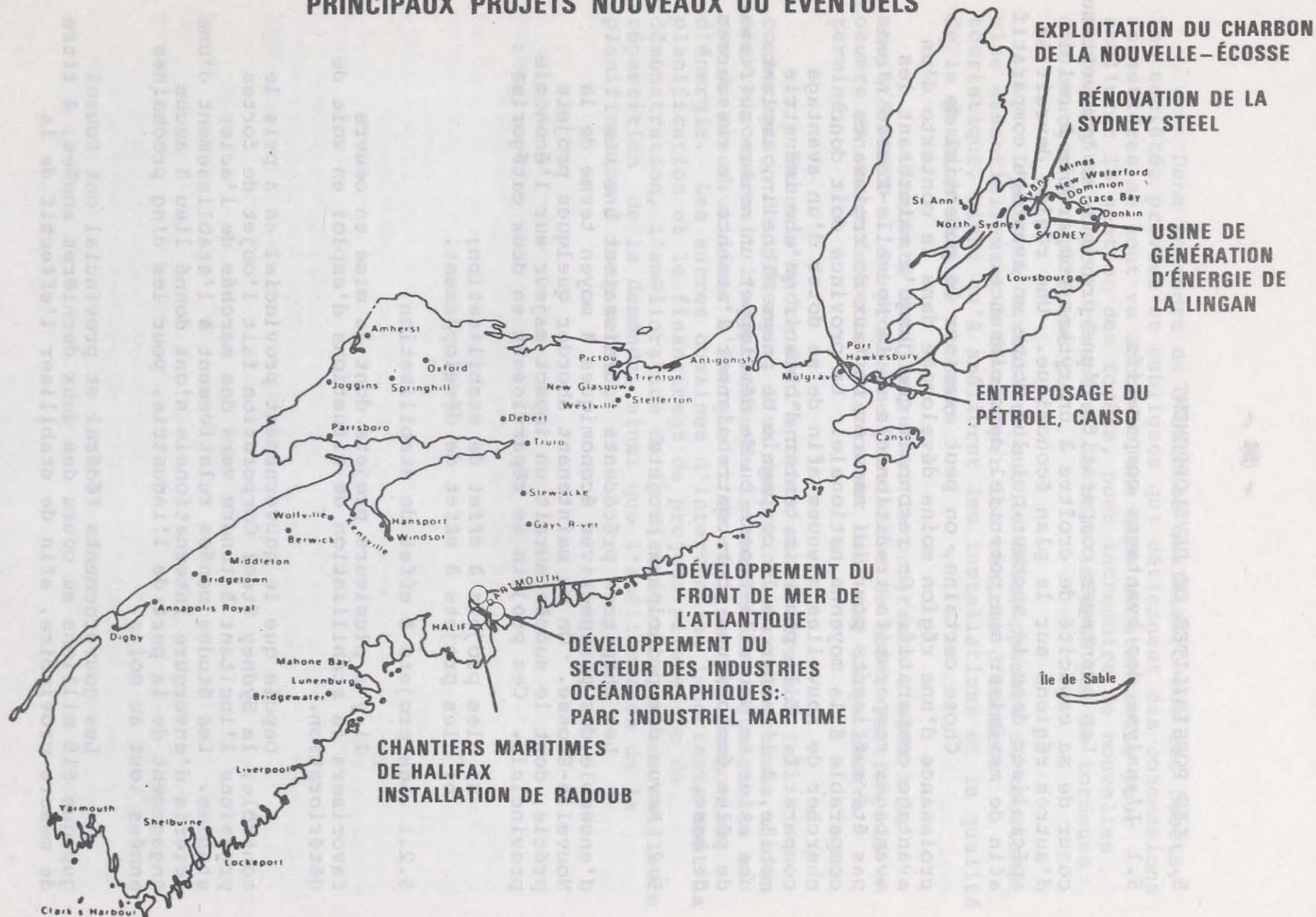
Il y a plusieurs projets dont la mise en oeuvre favorisera la stabilisation de situations d'emploi en voie de détérioration.

Depuis que le gouvernement provincial en a pris le contrôle, la Sydney Steel Corporation fait l'objet de fortes pressions l'incitant à tendre vers des marchés de l'acier stables. Les études menées relativement à l'établissement d'une aciérie d'envergure internationale n'ont donné lieu à aucun engagement de la part de l'industrie, pour les cinq prochaines années tout au moins.

Les gouvernements fédéral et provincial ont fourni quelque \$19 millions au cours des deux dernières années, à titre de mesure provisoire, afin de stabiliser l'effectif de la

# NOUVELLE - ÉCOSSE

## PRINCIPAUX PROJETS NOUVEAUX OU ÉVENTUELS



compagnie à 2 200 employés. Toutefois, il faudra déterminer l'option à long terme la mieux appropriée pour cette société.

Un autre projet de stabilisation porte sur l'implantation d'importantes installations de réparation de navires au chantier naval de Halifax. Ce projet devrait ramener l'effectif du chantier à un niveau qu'il a déjà atteint dans le passé.

La Halifax Industries Ltd., consortium regroupant CN Marine, Hall Corporation et RSV (International) de Hollande, a pris le contrôle du chantier naval de Halifax en septembre 1978. La stratégie de marketing vise à conquérir les marchés internationaux de réparation, auxquels le chantier n'a pas accès actuellement. L'acquisition du dock Panamax fournirait l'infrastructure nécessaire pour conquérir ces marchés. Le gouvernement fédéral s'est engagé en principe envers le consortium, de concert avec la province, à fournir des fonds en vue de l'acquisition du dock.

#### 5.2.2 Les projets à effet de développement

##### Les possibilités d'exploitation des gisements de charbon de la Nouvelle-Ecosse

Le charbon est la ressource minérale la plus importante de la Nouvelle-Ecosse du point de vue de la valeur du minerai et de celui de l'emploi. Le charbon est aussi la ressource qui offre les plus grandes possibilités de développement futur, particulièrement en ce qui a trait à la mise en valeur d'une nouvelle mine de charbon dans la région de Donkin, au Cap-Breton.

Le forage marin a permis de déceler dans le bassin de Sydney des gisements de charbon de plus de 2,7 milliards de tonnes métriques, dont 816 millions de tonnes métriques sont accessibles à partir de la technologie actuelle d'extraction sous-marine par longs puits. Environ 345 millions de tonnes métriques de charbon seraient économiquement exploitables.

Si le projet de développement de la mine de Donkin devenait une réalité, on estime que jusqu'à 3 000 emplois directs et indirects seraient créés au Cap-Breton et que la production annuelle de charbon en Nouvelle-Ecosse augmenterait de 70 %. Le développement du projet aurait un impact énorme dans cette région de la province où sévit une stagnation économique. La province a indiqué que si la mine produisait 453 000 tonnes métriques de charbon thermique, on pourrait procéder à la conversion des trois centrales thermiques existantes, ce qui permettrait de produire 190 mégawatts d'électricité avec ce charbon, et, à supposer qu'il

Il y a une production annuelle additionnelle de 726 000 tonnes métriques de charbon thermique, on pourrait procéder à la construction de la centrale thermique projetée d'une capacité de 300 mégawatts à Langan, lorsque la demande le justifierait. Ces deux projets permettraient de réduire la quantité de pétrole que la province devra acheter pour répondre à ses besoins futurs d'électricité. Le gouvernement fédéral n'a pris aucune décision quant au moment de mise en opération de cette mine.

#### Les possibilités de développement du secteur de l'industrie maritime

Le secteur de l'industrie maritime désigne en Nouvelle-Ecosse un regroupement d'établissements qui fabriquent du matériel utilisé pour des activités commerciales et scientifiques en rapport avec l'océan, ou qui offrent des services connexes. Ce secteur n'inclut pas le secteur des industries maritimes primaires, c'est-à-dire l'extraction ou la récolte des ressources des océans. Il n'inclut pas également le secteur des bateaux commerciaux de type courant. Néanmoins, ce secteur inclut le matériel ou les services qui sont utilisés pour mener à bien les activités du secteur primaire.

D'après le profil de secteur préparé par le ministère de l'Industrie et du Commerce, " L'industrie maritime au Canada ", et le rapport subséquent du Groupe d'étude sur l'industrie maritime canadienne, tous deux publiés en 1978, l'industrie canadienne a le potentiel voulu pour décupler sa capacité au cours de la prochaine décennie, sur la base du secteur du pétrole et du gaz seulement. Si l'on inclut le potentiel de fabrication de matériel et les services que requièrent les activités reliées aux pêches, à la défense, à la recherche et à la technologie océanographiques, de même qu'à d'autres industries qui exploitent les océans, le potentiel est alors encore plus grand pour la région de l'Atlantique dans l'ensemble et pour la Nouvelle-Ecosse en particulier.

La croissance de ce secteur sera principalement attribuable aux importants projets de développement proposés ou déjà annoncés. Selon le Groupe d'étude sur l'industrie maritime, les explorations faites pour connaître les ressources en pétrole et en gaz naturel au large des côtes et dans l'Arctique généreront des milliards de dollars en biens d'équipement, en services et en travaux de conception et de consultation (on estime une somme de \$11 milliards sur une période de dix ans). Le projet de la mer de Beaufort requerra à

lui seul environ \$28 milliards d'immobilisations<sup>4</sup>. Quant au projet pilote d'acheminement vers le sud du gaz naturel de l'île de Melville dans l'Arctique, proposé par Pétro-Canada, on a estimé qu'il exigerait des immobilisations de \$1,5 milliard<sup>5</sup>. Lorsque débutera l'exploitation des réserves de gaz naturel qui se trouvent au large des côtes du Labrador, la Nouvelle-Ecosse ainsi que Terre-Neuve auront la possibilité d'offrir de l'équipement et des services. Le fait qu'on ait entrepris récemment d'importantes explorations au large de la côte est des Etats-Unis laisse aussi miroiter des possibilités de contrats pour les sociétés implantées en Nouvelle-Ecosse.

L'industrie des pêches de l'Atlantique devrait accroître la valeur de ses exportations de poissons à \$1,0 milliard au cours des cinq prochaines années, bien que l'emploi dans ce secteur ne connaîtrait pas d'expansion majeure<sup>6</sup>. L'impact sur le secteur de l'industrie maritime proviendrait de l'importante demande que la nécessité de rééquiper bateaux et usines devrait susciter au fur et à mesure que les revenus des pêcheurs et les profits des sociétés augmenteraient. La modernisation de l'équipement de la marine devrait aussi donner une impulsion à l'industrie maritime.

L'expansion du secteur de l'industrie maritime aurait pour avantage d'entraîner la création de plus de 600 emplois directs au cours d'une période de huit ans et au moins 400 emplois de plus au cours d'une période subséquente de huit ans. Dans la province actuellement, les bénéficiaires d'une telle expansion sur le revenu des ménages sont évalués à \$26 millions. On estime en outre que le Canada accumulera une somme de \$21 millions en gains attribuables au change étranger.

D'autres avantages résulteront de la nature des emplois créés. Pour une large part, en effet, le niveau de qualification de la main-d'oeuvre requis et le niveau des salaires seront plus élevés. Parce que ce secteur ne repose pas sur des matières premières ou une main-d'oeuvre à bon marché, les sociétés de la Nouvelle-Ecosse et du Canada devraient être concurrentielles partout dans le monde. Le secteur est dans une large mesure nouveau et en pleine expansion. Les dépenses annuelles qui sont actuellement évaluées à \$100 millions, devraient atteindre

---

4. Gordon R. Harrison, président, " Le forage marin au Canada ", allocution prononcée le 2 novembre 1978.

5. Pétro-Canada, projet pilote de l'Arctique, 1979.

6. Centre for International Business Studies, " Ocean Industry in Canada and Abroad ", 1979.

\$1 milliard d'ici à dix ans<sup>7</sup>. Le développement du secteur des services dans cette industrie ne se fera pas au détriment des sociétés déjà établies en Nouvelle-Ecosse ou ailleurs au Canada. L'expansion de l'industrie maritime donnera une impulsion bien nécessaire au secteur de la fabrication, qui a connu, au Canada, une baisse de l'emploi et qui ne compte, en Nouvelle-Ecosse, que pour 15 % du produit intérieur brut.

A l'heure actuelle, on estime que l'industrie maritime canadienne n'absorbe que 30 % des dépenses intérieures totales consacrées au pétrole et au gaz sous-marins (soit \$30 millions par année). Sans un noyau de sociétés bien établies dans ce secteur, le Canada et la Nouvelle-Ecosse ne tireront pas grand avantage de l'accroissement des dépenses dirigées vers l'industrie maritime dans les années à venir. Il a fallu nombre d'années pour que le Royaume-Uni accrût à son taux actuel de 57 %, sa part des bénéfices résultant des dépenses en biens d'équipement et en services amenées par les projets de la mer du Nord. Dans le secteur de l'industrie maritime, il est possible d'atteindre ce taux beaucoup plus rapidement et de ne pas enregistrer de perte au profit de pays étrangers.

Les possibilités de développement de la zone côtière (portuaire) de l'Atlantique

Le concept de la zone côtière ou portuaire vient de ce que la Nouvelle-Ecosse, de par sa situation géographique qui en fait sur le continent la pointe de terre la plus avancée vers l'Europe, peut servir de " quai terrestre " où les cargos à destination ou en provenance de l'intérieur de l'Amérique du Nord, de Chicago et du Middle West américain en particulier, peuvent trouver un port et des installations de transbordement de marchandises. Ce concept englobe le concept de service intégré de transport jusqu'à divers points.

L'entreposage, le réemballage ou la transformation d'articles qui arrivent par bateaux en Nouvelle-Ecosse pour être expédiés vers des régions situées en plein coeur du continent nord-américain sont les activités qui pourraient provoquer l'impact le plus grand. On estime qu'il pourrait en résulter jusqu'à 5 000 emplois et des investissements de l'ordre de \$500 millions.

Des études récentes révèlent qu'il faudra accomplir un travail complexe de développement avant de pouvoir prendre des mesures en vue de réaliser ces possibilités. Le plus gros des difficultés tourne autour de l'établissement de volumes seuils

---

7. Groupe d'étude sur l'industrie maritime.

pour les marchandises expédiées de Halifax vers des points déterminés, afin de justifier la fixation de tarifs spéciaux, l'investissement de capitaux dans l'infrastructure ou la modification des modes d'expédition actuels.

Il faudra examiner la situation plus à fond afin de déterminer l'ampleur des investissements requis, et établir les volumes seuils de cargaisons afin de justifier l'investissement privé dans bon nombre de projets. Les activités qui pourraient nécessiter des études additionnelles incluent l'affectation d'un terrain (de quelque 4 848 hectares) aux installations portuaires et connexes, l'amélioration du réseau ferroviaire, la modification des tarifs, de même qu'une nouvelle amélioration des installations portuaires.

### 5.3 Les avantages comparatifs

Les avantages comparatifs de la Nouvelle-Ecosse dans le secteur de l'industrie maritime tiennent à deux facteurs dont le premier est d'ordre géographique. Il s'agit bien sûr de sa proximité de la plate-forme continentale, mais aussi du fait que sa position lui a permis et lui permet encore de servir de zone relais pour le gaz de l'île Melville dans l'Arctique, de même que pour le pétrole et le gaz provenant de régions aussi éloignées que la mer de Beaufort dans le Nord-Ouest. Par le biais de ses routes commerciales régulières, elle peut aussi desservir d'autres points le long de la côte est des Etats-Unis, de même qu'en Amérique du Sud et en Afrique.

Le second facteur tient au personnel et aux services. La zone de Halifax-Dartmouth regroupe un certain nombre d'établissements scientifiques, d'enseignement ou de recherche spécialisés en océanographie, qui emploient environ 1 200 personnes. Cette région compte aussi un petit noyau d'établissements de fabrication et de services dans le secteur de l'industrie maritime. Les liens traditionnels avec l'océan et les compétences en matière de navigation qui caractérisent toujours la Nouvelle-Ecosse sont d'autres attributs importants en faveur de cette possibilité de développement.

Les avantages comparatifs découlant du concept de la zone portuaire tiennent au fait que la Nouvelle-Ecosse se trouve à environ un ou deux jours de navigation plus près de l'Europe que Montréal ou que les ports de la côte est des Etats-Unis et que ses installations portuaires permettent une augmentation considérable du volume de marchandises manutentionnées. L'écart entre les coûts de transport via Halifax et via New York jusqu'à Chicago aux tarifs de 1978, pour un conteneur de 6,1 mètres, s'établit comme suit :

	Ecart <sup>8</sup>
Automobiles, en pièces détachées, du R.-U.	\$+ 274,5
Automobiles, en pièces détachées, du Japon	+ 49,5
Scotch, en vrac, du R.-U.	- 155,5
Scotch, en bouteilles, du R.-U.	- 292,5
Meubles, du R.-U.	+ 82,5
Meubles, du Japon	- 352,5
Pièces d'appareils électroniques, du R.-U.	+ 562,5
Meubles, vers le R.-U.	+2 752,5
Meubles, vers le Japon	+ 862,5
Pièces d'appareils électroniques, vers le R.-U.	+ 577,5

Comme on peut le voir, l'avantage comparatif est fonction dans bien des cas du produit et de son origine. Cet avantage est aussi extrêmement sensible aux écarts entre les coûts de transport par train et par bateau. On peut aussi constater qu'aux tarifs en cours, il faudrait que le volume de marchandises pour un produit donné soit considérable pour que le CN ou les compagnies de transport maritime modifient leurs tarifs de façon à favoriser Halifax.

### 5.3.1 Les possibilités d'intervention du gouvernement

Un objectif de développement proposé pour les huit prochaines années consiste à favoriser l'expansion du secteur de l'industrie maritime en Nouvelle-Ecosse :

- a) en attirant 25 nouvelles entreprises de l'industrie maritime dans la province;
- b) en donnant de l'expansion à 12 sociétés en place;
- c) en créant 12 petits établissements dans le secteur de l'industrie maritime.

On estime que la création d'un noyau d'entreprises permettrait à la province de conquérir une importante portion du marché potentiel de l'industrie maritime, d'occuper une place concurrentielle sur les marchés mondiaux dans le secteur de la technologie et des services maritimes, et de veiller à ce que le secteur puisse assurer dans les années à venir sa propre expansion.

---

8. Tout nombre positif est un indice en faveur de Halifax (en d'autres termes, Halifax offre une option qui est plus économique d'autant).

Pour que ces objectifs soient atteints, il est proposé que le gouvernement contribue à la création d'un parc industriel maritime à Dartmouth et qu'il adopte des mesures spéciales en vue d'inciter des sociétés du secteur maritime à venir s'établir dans la province. Par ailleurs, on propose que le gouvernement mette sur pied un programme en vue d'aider les établissements du secteur maritime à lancer leurs produits sur le marché et à participer à des projets conjoints, de même qu'un programme de stimulation à la recherche appliquée.

Pour ce qui est du concept de la zone portuaire de l'Atlantique, le gouvernement prête son concours actuellement aux enquêtes et aux recherches faites à ce sujet. L'une des tâches prévues consiste à préparer un plan de développement du port de Halifax. Il faudra par ailleurs effectuer des études afin de déterminer quelles sont précisément les mesures à prendre pour que le volume des conteneurs acheminés vers un certain nombre de points intérieurs atteigne le seuil requis.

D'ici à ce qu'on dispose des résultats d'études additionnelles, la participation du gouvernement pourrait porter sur l'amélioration des installations portuaires et du réseau ferroviaire, ou encore sur la modification des tarifs et l'adoption de mesures visant à obtenir la participation nécessaire du secteur privé.

La possibilité de développement des gisements de charbon en Nouvelle-Écosse ne concerne que les réserves sous-marines du bassin de Sydney que détient la Société de développement du Cap-Breton. D'après les estimations qui ont été faites, le coût du projet de la mine de Donkin, si l'on inclut le coût des installations connexes, s'élèverait à plus de \$250 millions.

Les autres possibilités de développement relèvent de la compétence du gouvernement provincial, mais leur réalisation dépendrait vraisemblablement de l'intérêt du secteur privé. Le niveau de l'aide gouvernementale serait fonction des effets bénéfiques qu'un projet serait susceptible d'avoir sur le développement économique.

## 6. RESUME ET CONCLUSIONS

L'analyse des tendances à long et à moyen terme de l'économie de la Nouvelle-Ecosse porte à estimer que la province ne pourra pas atteindre les normes nationales de revenu et d'emploi dans le moyen terme, et que l'aide fédérale continuera d'être un apport nécessaire au développement économique de la province. Néanmoins, certains indices laissent voir que l'écart entre les situations provinciale et nationale se rétrécit et que ce phénomène de convergence va se poursuivre. Les niveaux d'instruction et de catégories professionnelles se rapprochent maintenant beaucoup des moyennes nationales. Le revenu par habitant s'établit présentement à environ 74 % du chiffre national, si l'on exclut les paiements de transferts.

D'après les perspectives à moyen terme établies, certains des secteurs d'exportation traditionnels de la province montrent des signes d'amélioration. On prévoit une croissance continue du secteur des pêches et de celui du charbon, et une stabilisation de l'industrie de l'acier et de celle de la construction navale. Ces améliorations, cependant, ne permettront pas à elles seules de faire passer le taux de croissance de la province au niveau souhaité. Il faudra que la province maximise les bénéfices qui pourront être dérivés du nouvel élan de ces secteurs, comme elle l'a fait dans le cas de la société Michelin. En outre, on prévoit que le développement de la région de Halifax-Dartmouth et du corridor reliant Amherst à Moncton continuera d'être nécessaire, afin que l'économie de la Nouvelle-Ecosse puisse tirer parti de possibilités de développement qui ne sont accessibles que là où existent de fortes concentrations de population.

Après avoir cerné les secteurs de croissance potentiels, on a décrit quelques grands projets de développement qui ont pour objet de maximiser les bénéfices dérivés de la croissance prévue. Les projets énumérés ne constituent pas une liste exhaustive. La nature dynamique des questions sur la planification et les politiques demande un effort soutenu de la part des deux paliers de gouvernement. La province, avec l'aide et le soutien du MEER, effectue des travaux de planification stratégique globale. Les résultats de ces travaux devraient allonger et réorienter la liste des grands projets de développement qu'on a énumérés, au fur et à mesure que de nouvelles possibilités seront identifiées et évaluées, après quoi on leur assignera une priorité. La revue des programmes gouvernementaux, au quatrième chapitre, donne une meilleure idée de l'éventail des projets de développement actuellement en cours dans la province.

Le gouvernement est considéré comme ayant un rôle vital à jouer dans la réalisation de ces grand projets de développement. Etant donné que le gouvernement provincial ne dispose pas d'une faculté contributive suffisante pour réaliser pleinement ce potentiel de développement, la participation du gouvernement fédéral demeurera importante.

